



Rapport d'activité 2019

AVANT-PROPOS

2019 constitue une année importante dans une histoire associative de plus de 20 ans. Depuis sa fondation en 1998, le Pôle ressources ville et développement social œuvre en effet dans le département du Val d'Oise, tout en ayant une action régionale à l'échelle de l'Île-de-France, en partenariat avec les 3 autres Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV).

Or, cette année a été marquée par des travaux initiés par le Préfet de région afin d'assurer une couverture de l'ensemble de la région francilienne où 4 départements ne bénéficiaient pas de l'appui de CRPV. A l'issue de ces réflexions, matérialisées par une convention signée à l'automne 2019, **le Pôle ressources devient désormais le centre de ressources Politique de la ville sur l'ouest francilien, couvrant les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise, soit plus de 400 000 habitants résidant en quartier prioritaire (QPV).**

Aussi, **le déploiement de l'activité vers ces nouveaux territoires** (78 et 92) constitue un enjeu majeur, avec d'ores-et-déjà des réalisations au cours de l'année : travail sur la médiation sociale dans Le Mantois, évaluation à mi-parcours sur l'EPT Boucle Nord de Seine, appui à la cité éducative de Gennevilliers, contribution à un séminaire sur les cités éducatives dans les Yvelines.

Par ailleurs, **des évolutions sont en cours au sein de l'équipe et au niveau des partenariats**, avec la création d'un poste de chargé d'étude en alternance, le remplacement de Sindy Quéré, chargée de mission, partie pour de nouvelles aventures et dont la qualité professionnelle et humaine est à saluer, ou encore les liens avec l'Institut d'Etude Politique de Saint-Germain-en-Laye qui se traduisent par le lancement d'une étude sur le vieillissement dans les quartiers (78, 92 et 95).

Le projet du Pôle ressources est donc marqué par cette extension, qui sera mécaniquement progressive, en lien avec les services de l'État, les collectivités et l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville.

Pour autant, **il conserve ses lignes de force avec un intérêt particulier pour la co-construction, la justice sociale, le développement territorial endogène et la parole des habitants.** A ce titre, soulignons ici l'important travail mené en 2019 dans le cadre de la rénovation des contrats de ville (protocoles d'engagement réciproques et renforcés, cités éducatives, PSQ, médiation sociale) mais aussi et de manière durable sur la formation des acteurs aux méthodes d'intelligence collective afin de renouveler les modes de faire.

Il est également à noter l'engagement fort du Pôle ressources sur les questions de santé avec notamment un appui particulier à la coopération d'acteurs nutrition sur l'Est du Val d'Oise ou encore sur les questions d'égalité présent sous l'angle de la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes.

Une année 2019 à la fois riche de changements et d'actions, restitués dans ce nouveau rapport d'activité.

Bonne lecture et découverte de l'ensemble de l'activité 2019 du Pôle ressources !

SOMMAIRE



La structure en 2019

Notre association _____ p. 6

Une approche transverse _____ p. 8

Notre inscription au sein du réseau national des CRPV _____ p. 8



2019 en résumé

Informier _____ p. 10

Qualifier et mettre en réseau _____ p. 16



2019 en thèmes et en actions

Politique de la ville : rendre effectives la co-construction et les coopérations _____ p. 20

Promouvoir l'égalité et la justice sociale _____ p. 30

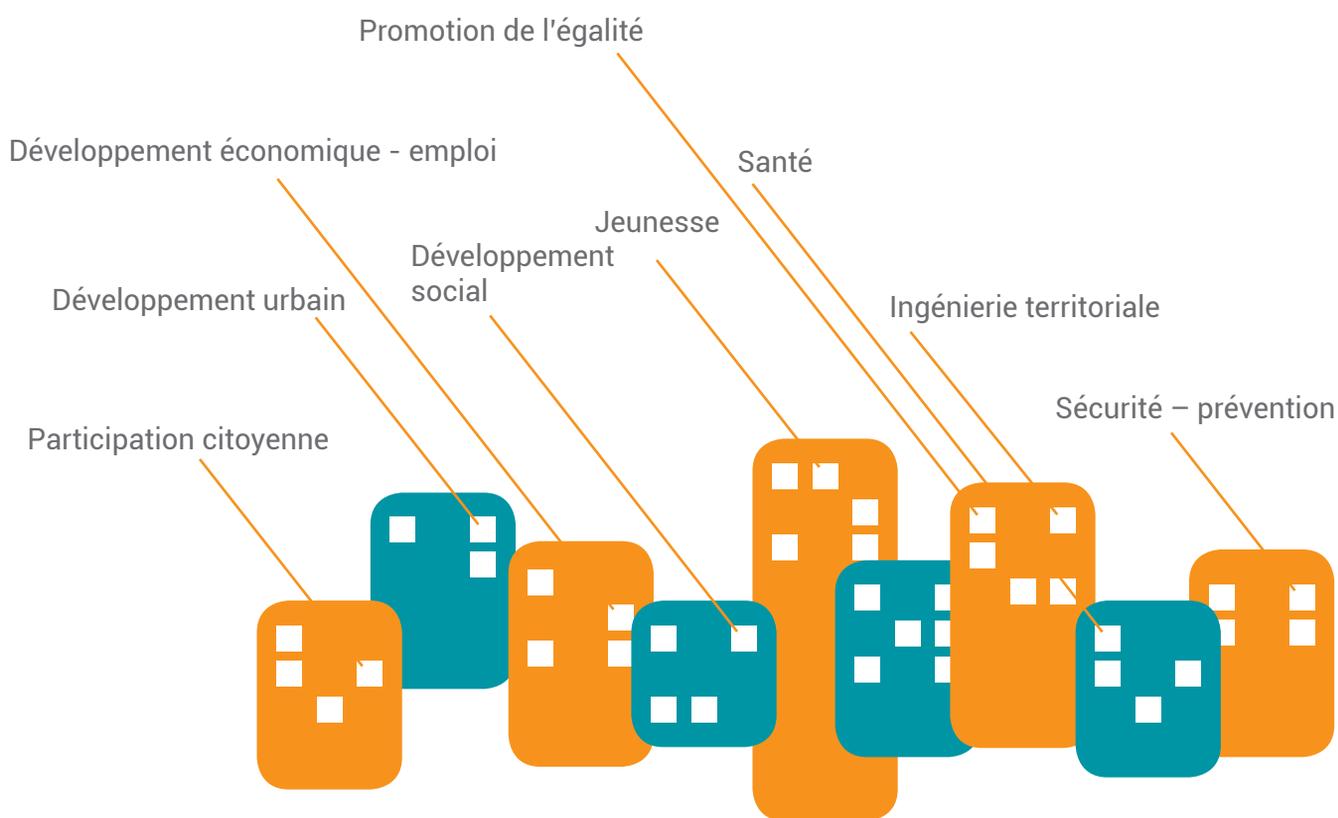
Soutenir un développement économique et territorial endogène _____ p. 44

Porter l'expression des quartiers populaires _____ p. 50





La structure en 2019



LA STRUCTURE EN 2019

Le Pôle ressources ville et développement social, un facilitateur au service des acteurs du développement des quartiers et des territoires.



Notre association

Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville qui composent le réseau national des CRPV. Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnels, acteurs de la société civile (tels les conseils citoyens) et élus du Val d'Oise et, depuis 2019, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Notre équipe

est composée de 5 salariés permanents :

- ▶ Guillaume Dejardin, Directeur,
- ▶ Sindy Quéré, Chargée de mission, stratégie et développement territorial,
- ▶ Solène Huberson, Chargée de mission, participation des habitants et intelligence collective,
- ▶ Caroline Dumand, Chargée de mission information, et de la l'égalité femmes/hommes
- ▶ Annie Medjidi, Secrétaire-assistante.

Renforcée en 2019 par :

2 volontaires en service civique - Alexandre Lhommo et Samantha Middione -, en appui des conseils citoyens ;

1 étudiant - Rafael Karoubi -, en Master des métiers du droit et de l'action publique à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye

Nos adhérents

L'adhésion est l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérents : des collectivités territoriales, des agences publiques, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnels et experts de la Politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

Associations

Association promotion pédagogie et culture ; ABC Formation ; ALJT, Groupement Territorial 95 ; Association Amicale des locataires Sarcellois ; Centre de Services aux Associations ; Essivam ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; La Sauvegarde 95 ; Mission locale vallée de Montmorency ; Territoire zéro chômeur BAM.

Individuels

Krystina Famery ;
Djamila Hamiani ;
Gilles Jeanmougin ;
Daniéla Pennini ;
Emmanuel Potier.

Collectivités territoriales

Villes : Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Cergy ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; Garges-lès-Gonesse ; Gonesse ; Goussainville ; Louvres ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; Villiers-le-Bel.

Communautés d'Agglomérations :

Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France.

Et de nouveaux partenariats

Le Pôle ressources est devenu partenaire associé de la **FONDA** - laboratoire d'idées du monde associatif qui coproduit des éclairages pour nourrir les choix stratégiques des acteurs, et administrateur de la **Fabrique territoires santé** - centre de ressources national dédié aux politiques de santé sur les territoires.

Nos membres

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de quinze membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

Personnes morales

- Centre de services aux associations, représenté par Bilal Gherghout, Directeur,
- Conseil citoyen des Louvrais, Pontoise, représenté par Gisèle Baron, Présidente,
- Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise, représentée par Nabil Kouidi, Président,
- Imaj 95, représentée par Bruno Dumas, Directeur,
- Initiative 95, représentée par Cyril Baraban, Directeur,
- Ville de Goussainville, représentée par Michaël De Smet, Directeur vie des quartiers et vie associative,
- Ville de Taverny, représentée par Catherine Chapelle, Adjointe au Maire déléguée au logement,
- Ville de Villiers-le-Bel, représentée par Lydia Jean, Adjointe au Maire déléguée à la Politique de la ville.

A titre individuel

- Krystyna Famery, Retraitée du secteur de la prévention spécialisée,
- Gilles Jeanmougin, Administrateur du CPCV (association d'éducation populaire),
- Daniëla Pennini, Architecte - Urbaniste,
- Emmanuel Potier, Directeur Général Adjoint - direction des services à la population (collectivité locale),

Membres de droit

Caisse des Dépôts et Consignations (membre de droit), représentée par Camille Picard, Directrice générale

Nos financeurs

- Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France,
- Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise,
- Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET),
- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) du Val d'Oise,
- Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) d'Île-de-France,
- Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) d'Île-de-France,
- Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep),
- Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD),
- Préfecture du Val d'Oise.

Notre bureau

Emmanuel Potier, Président
 Krystyna Famery, Secrétaire
 Daniëla Pennini, Trésorière
 Gilles Jeanmougin, Adjoint

ZOOM
SUR ...

Des changements au sein de l'équipe du Pôle ressources en 2019 !

Fin 2019, Sindy Quéré, chargée de mission stratégie et développement territorial, est partie vers de nouvelles aventures après 5 ans de bons et loyaux services. Noémie Siéfert est arrivée en décembre 2019, pour prendre la suite, en tant que chargée de mission coopération territoriale et innovation sociale.

Une édition spéciale de Résonances a été éditée à l'occasion du départ de Sindy.



LA STRUCTURE EN 2019

Une approche transverse

A travers son action, le Pôle ressources travaille à la mise en œuvre de politiques publiques complexes et transversales qui demandent la mobilisation d'acteurs multiples (élus, institutions, collectivités, habitants, associations) et dont les champs et les niveaux d'intervention ainsi que les modalités de travail se distinguent par leur diversité.

L'approche portée s'inscrit dès lors dans une démarche plurithématique dans ses enjeux (participation des habitants, coopérations éducatives, insertion des jeunes, alimentation & territoires...) cherchant à réunir différents acteurs.

En 2019, cela s'est notamment traduit par un appui large aux acteurs des territoires, et une extension territoriale au 78 et 92

L'activité déployée pour porter cette approche transverse s'appuie conjointement sur des logiques de production et de diffusion d'informations, ainsi que sur la mise en place d'espaces de travail thématiques. Ils prennent la forme d'ateliers, de cycles de qualification ou de formations, l'animation de réseaux de professionnels, des journées thématiques. Enfin, le Pôle ressources vient en appui aux démarches portées par les acteurs des territoires (collectivités, État, associations...). Ce dernier volet occupe une place importante avec un positionnement spécifique de "faire avec", visant tout à la fois la qualification chemin faisant, la facilitation des coopérations et la production de connaissances transférables par le biais, notamment, de capitalisations.

Notre inscription au sein du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, (ANCT; ex Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)), mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. Ce travail de réseau est valorisé via un portail national (voir page 15).

En 2019, cette dynamique s'est exprimée par exemple :

▶ par la publication d'un document issu d'un travail commun aux CRPV, en lien avec le "club dév éco"; (Voir page 13)

▶ par la mise en réseau des équipes des CRPV, via une rencontre, qui s'est déroulée les 25 et 26 juin, à Nantes. Ce regroupement a été l'occasion pour les CRPV de pouvoir témoigner de leurs pratiques via le format barcamp. Ce

temps a aussi permis de partager et de croiser les réflexions (développement économique, méthodes participatives, cités éducatives...) au travers d'un mini « forum ouvert », et d'échanger avec le CGET, la BPI, l'IRDSU ainsi que des associations d'élus sur les enjeux de la Politique de la ville.

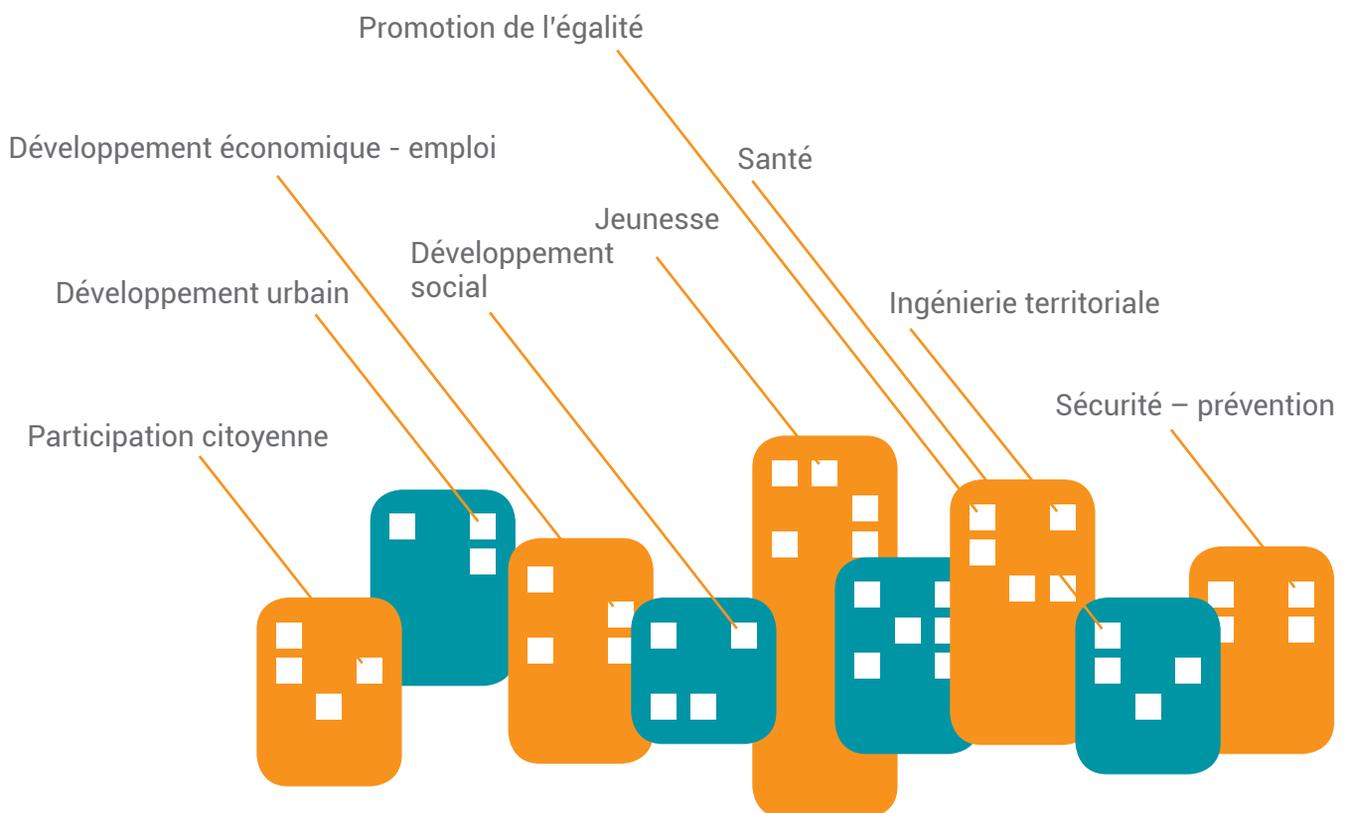


▶ par les missions d'information, des outils de veille mutualisés, visant la mise à disposition de ressources et d'actualités (panorama de presse Politique de la ville, club de veille...). En 2019, un travail autour de la base documentaire Cosoter s'est poursuivi, afin de la rendre plus visible et attractive. Deux journées communes à Toulouse, en juin, ont permis d'harmoniser et de simplifier les mots-clé des différents outils coopératifs du réseau, ainsi que du thésaurus dédié à la Politique de la ville.

▶ Enfin, un important travail collectif a été entamé afin de mutualiser les réflexions de l'ensemble des centres de ressources par la constitution de groupes de travail thématiques investis par les équipes des CRPV. 17 groupes (éducation, développement économique, santé, participation des habitants, radicalités sociales...) se constituent progressivement pour partager et renforcer la capacité à agir au sein de nos territoires respectifs.



2019 en résumé



INFORMER



Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteurs de la Politique de la ville et du développement social, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences innovantes dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc » (voir ci-dessous).

Le service info doc

Ce service gratuit vise à répondre aux besoins d'information qui émanent des acteurs de la Politique de la ville et du développement social. Le service info-doc correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources.

Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources,
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies...,
- l'orientation vers les services ou les personnes, professionnels et acteurs ressources pertinents sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenants (sociologues, experts, etc.) sur un thème donné,
- la diffusion d'offres d'emplois ou aide à la recherche d'emploi.



Les demandes en quelques illustrations

En 2019, **122 demandes** ont été enregistrées (**97** en 2018). Cette augmentation peut s'expliquer en partie par l'extension des territoires couverts par le Pôle ressources, à savoir les Hauts-de-Seine et les Yvelines, qui a généré des demandes en provenance de ces territoires.

Plusieurs demandes ont concerné la recherche d'intervenants pour la mise en place d'évènements : par exemple la recherche d'un expert dans le cadre de journées sur les thèmes de la Politique de la ville ou de la jeunesse. Beaucoup étaient en lien avec le repérage d'expériences, d'initiatives inspirantes sur le Val d'Oise et ailleurs, par exemple des démarches portées par des bailleurs pour l'emploi et l'insertion, notamment via la TFPB. D'autres la recherche de

conciergeries montées dans les QPV ; des démarches de promotion de l'égalité entre les filles et les garçons ; le montage d'une amicale locataires, ou encore des initiatives visant à améliorer les relations entre les jeunes et les forces de l'ordre ou pour mener un

projet de jardin pédagogique et partagé.

On peut souligner également le besoin pour les acteurs de s'outiller. Cela se traduit par des demandes de recherche de documents, sites ressources (exemples de charte, modèle de convention de mutualisation cités éducatives ; expositions dans le cadre de la journée des droits des femmes, sites ressources sur la géographie prioritaire...) Des demandes de contacts, de mise en réseau ont également été formulées - chefs de projet Politique de la ville du Val d'Oise, coordonnateurs des PRE du Val d'Oise... Certaines sollicitations ont nécessité des recherches plus poussées, et parfois demandé un accompagnement. C'est le cas de l'ALJT de Roissy en France, qui, pour proposer un évènement pour fêter les 10 ans de sa résidence pour jeunes travailleurs, souhaitait trouver des intervenants sur le thème de l'emploi et le logement des jeunes et traiter des enjeux pour l'agglomération Roissy Pays de France. Ceci a nécessité plusieurs temps de travail et a abouti à un accompagnement du Pôle ressources à l'animation de la journée (détails de l'action page 49).

5% de demandes émanent des Yvelines ; 3,4% des Hauts-de-Seine



Les demandes en quelques chiffres

Quelques faits saillants sur l'origine géographique

L'origine géographique des demandes demeure relativement stable par rapport aux années précédentes. L'agglomération Roissy Pays de France sollicite souvent le Pôle ressources. En 2019, elle concentre plus de 15 % des demandes, quant l'agglomération de Cergy-Pontoise est à 7 % de demandes, Val Parisis à 5 % et Plaine Vallée à 3,4%. Les sollicitations de professionnels hors 78,92 et 95 demeurent assez élevées d'une année sur l'autre, en 2019 elles représentent 27% des demandes.



20,4 %
d'associations

Quelques enseignements sur le profil des demandeurs

Les collectivités territoriales demeurent encore majoritaires dans leurs sollicitations, représentant 35, 5% des demandes. Les demandes d'institutions augmentent, quant à elles : en 2018, elle représentent 12,4% pour arriver à 18,7% en 2019. Parmi ces institutions, des demandes émanant des Yvelines, notamment, peuvent être une partie de l'explication de cette progression. On relève également une légère hausse des demandes d'associations, 17,5% en 2018, et 20,4% en 2019, soit 2,9%. Les sollicitations d'autres profils d'acteurs demeurent sensiblement identiques, avec quelques demandes de conseils citoyens, de bailleurs sociaux et d'individuels.

Quelques statistiques sur les thématiques

En 2019, les thématiques ont été enregistrées sur le modèle du site internet (refondé en 2018), dans un souci d'harmonisation et de synthétisation de celles-ci.

Ainsi, en 2019, les demandes ont été regroupées autour de **9 grandes thématiques : la promotion de l'égalité** (accès aux droits ou laïcité) ; **le développement économique et l'emploi** (insertion, l'ESS) ; **le développement urbain** (habitat, ou environnement) ; **le développement social** (éducation, parentalité, culture) ; **l'ingénierie territoriale** (Politique de la ville, intelligence collective, évaluation) ; **la participation citoyenne** (vie associative ou conseils citoyens) ; **la sécurité et la prévention** (CLSPD ou PSQ) ; **la jeunesse** (réussite éducative, décrochage scolaire) ; **la santé** (inégalités ou promotion de celle-ci).

On constate que le **développement social concentre la majorité des demandes (30 %)**, suivi par le développement économique avec 15%. Les thèmes de la santé et de la participation comptent chacune un peu plus de 8 % des demandes.

30%
développement
social

7%
développement
urbain

11% Ingénierie
territoriale

Le centre de documentation

Il regroupe des documents - ouvrages, abonnements à des revues, outils, DVD... sur les thématiques du développement territorial, de la Politique de la ville, de ressources en lien avec le territoire, disponibles en prêt ou en consultation sur place. Le service info-doc peut, parmi les réponses apportées à une demande d'information, proposer le prêt d'ouvrages, la mise à disposition d'articles repérés dans des magazines, revues, auquel il est abonné - le Journal de l'Action Sociale, Alternatives économiques, la Gazette des communes, Urbanisme **En 2019, 19 ouvrages ont rejoint les rayonnages du centre documentaire, ainsi qu'un nouvel abonnement à la Tribune Fonda, à laquelle le Pôle ressources est partenaire associé.**



► Résonances, la lettre d'information

Résonances est la lettre d'information du Pôle ressources. Chaque mois, elle présente l'activité du Pôle ressources (en page 1) ; traite de l'actualité de la Politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et local, (en page 2) ; valorise par une fiche expérience une initiative portée dans les territoires de l'ouest francilien (en page 3) et repère des ressources, tels des sites web, émissions radio, ouvrages... (en page 4). **Résonances s'adresse à près de 4000 professionnels de la Politique de la ville et du développement social.**



En février 2019, Résonances a évolué graphiquement et, tout en conservant ses différentes rubriques, a adapté sa forme à sa nouvelle charte graphique (voir encadré page 14).

► Les fiches expériences en 2019

Le Pôle ressources consacre chaque mois la 3ème page de Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, le développement social et territorial. Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'entretiens menés auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives. Les articles s'attachent à varier les thèmes et les porteurs de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux ... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.



En 2019, 10 fiches expériences ont ainsi été réalisées :

- Être mère aujourd'hui : une démarche pour favoriser la place des femmes au sein de la cité, Municipalité de Taverny ; **janvier**,
- Une boutique éphémère pour faciliter le recrutement de jeunes sans CV de 16 à 25 ans, Mission locale de la vallée de Montmorency ; **février**,
- Plaisir d'apprendre, un projet de prévention du décrochage scolaire concerté, Municipalité de Goussainville ; **mars**,
- Les « kawaa » : un outil d'animation au service de liens, Fédération des centres sociaux du Val d'Oise ; **avril**,
- Poser les jalons d'une approche territoriale commune, par le biais d'une démarche évaluative, Argenteuil / EPT Boucle Nord de Seine ; **mai**
- L'embellissement de halls d'immeuble par le conseil citoyen, avec l'appui d'un volontaire en service civique, Municipalité de Persan ; **juin/juillet**,
- La Ressourcerie IMAJ : une éco-activité en ACI au service du développement territorial et de ses habitants, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France ; **août/septembre**,
- L'expérimentation d'une coopérative de jeunes majeurs, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France, les Francas 95 et Coopaname ; **octobre**,
- Des ateliers d'initiation pour sensibiliser le jeune public à l'urbanisme et à l'architecture, CAUE du Val d'Oise, bailleur AB Habitat, Municipalité d'Argenteuil ; **novembre**,
- Coopérative d'acteurs nutrition : de la compréhension des habitudes alimentaires à la co-construction d'actions avec et pour les habitants, Délégation départementale de l'ARS ; **décembre**.

► Un recueil des fiches expériences 2019

La totalité des fiches expériences de cette année est à retrouver au sein de ce recueil 2019, en libre accès sur le site. Le recueil a également été édité en version imprimée, à 300 exemplaires.



► Les publications en 2019

Le Pôle ressources réalise et publie des documents liés aux travaux menés au cours de l'année, en lien avec les thématiques abordées. Il peut s'agir d'outils, de synthèses, d'études locales, de fiches thématiques... dont l'ensemble se trouve en libre accès sur le site de l'association. Des « dossiers du participant » peuvent par ailleurs être réalisés dans le cadre d'espaces de travail, visant à appuyer les réflexions.

ZOOM
SUR ...

Entrepreneuriat et quartiers. Vers une approche globale de l'accompagnement.

Le Réseau national des centres ressources politique de la ville (RNCRPV) présente sa seconde publication dédiée à l'entrepreneuriat dans les quartiers. On y retrouve un panel d'expériences, des ressources utiles, pour structurer les démarches d'appui à l'entrepreneuriat en faveur des quartiers. Ce second numéro aborde le soutien à l'entrepreneuriat des quartiers en insistant sur la nécessité d'une mobilisation d'un écosystème large qui croise les pratiques des acteurs implantés sur les quartiers, notamment les ressources associatives, les habitants, les entrepreneurs avec les réseaux dédiés à la création d'activité, au développement économique. Parmi les défis de cet écosystème figurent le développement d'une culture entrepreneuriale, l'accès à l'information de proximité, le développement d'accompagnement adapté centré sur la mise en pratique et le développement de réseaux. Enfin cette publication est enrichie des fiches expériences des centres ressources en régions sur le thème de l'entrepreneuriat.



Contribution des conseils citoyens au Grand débat national, actes de la rencontre départementale des conseils citoyens, février

Dans le cadre de la 3^{ème} rencontre départementale des conseils citoyens, organisée par la préfecture et animée par le Pôle ressources, les conseillers citoyens du territoire ont échangé, en petits groupes, sur les thèmes du Grand débat national.

<https://poleressources95.org/contribution-des-conseils-citoyens-du-val-doise-au-grand-debat/>

Rencontre francilienne des acteurs de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, actes de la rencontre du 3 avril

La rencontre régionale des acteurs de la GUSP - co-organisée avec la ville de Montigny-lès-Cormeilles et les 4 autres CRPV d'Île-de-France, dont le Pôle ressources, fait l'objet d'un document de restitution autour de constats partagés, idées, pratiques et solutions inspirantes à mettre en œuvre pour répondre aux défis qui se présentent en matière de cadre de vie dans les quartiers prioritaires.

Journée d'échanges de pratiques des missions locales du Val d'Oise, restitution de la rencontre du 21 mars

La rencontre des équipes des Missions locales du Val d'Oise (6 des 7 structures du département étaient présentes), qui s'est tenue le 21 mars à Herblay, fait l'objet d'un document de restitution autour de constats partagés, idées, pratiques et solutions inspirantes à mettre en œuvre pour répondre aux défis qui se présentent en matière d'insertion socio-professionnelle des jeunes.

► Les outils d'information et de communication du Pôle ressources

Le site internet du Pôle ressources



Le site est un outil de communication et d'information, une « vitrine » des activités et publications émises par le Pôle ressources. Les visiteurs doivent identifier rapidement rôle et actions de l'association. La refonte du site, a permis de simplifier les entrées de celui-ci pour une navigation plus fluide et intuitive.

Le site internet a également consacré une entrée spécifique à la Politique de la ville en Val d'Oise, sous forme de "cartographie dynamique", par intercommunalité, avec pour chaque quartier prioritaire, des éléments d'information présentés sous forme de fiche d'identité de quartier (vie de quartier, habitat social...).

En 2019, en lien avec l'élargissement de la couverture territoriale du Pôle ressources aux territoires des Hauts-de-Seine et des Yvelines, un travail de réflexion s'est engagé afin d'incorporer les informations concernant ceux-ci au sein du site internet, dans la rubrique dédiée à la géographie prioritaire, sur le même modèle que ceux déjà réalisés pour le Val d'Oise. Les

nouvelles cartographies seront en ligne en 2020, avec des éléments d'information sur la population des communes en Politique de la ville de ces territoires, et plus spécifiquement sur les quartiers prioritaires de chacune.



En janvier 2019, le Pôle ressources a proposé au réseau des CRPV et organisé une formation mutualisée afin de se former au logiciel graphique In Design. Cet outil a permis de repenser et d'adapter tous les outils d'information - Résonances, fiches expériences, publications... - de l'association en lien avec sa nouvelle charte graphique, dans le but d'harmoniser sa communication.

➤ Les outils coopératifs du réseau des CRPV

Le panorama de presse dédié à la Politique de la ville du Réseau National des CRPV

Le réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville en France réalise depuis 2013 un panorama de presse quotidien en ligne dédié à la Politique de la ville, via l'outil collaboratif, "Scoop-it". Les chargés d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de portée nationale de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, chercheurs, témoignages d'acteurs...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques. **En 2019, près de 600 articles ont été partagés. La fréquentation connaît une hausse, ayant totalisé 109 138 vues (97449 en 2018) pour 34 592 visiteurs (30 988 en 2018).**

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

La plateforme du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les différents CRPV. Il s'inscrit dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV. Il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité des centres de ressources politique de la ville et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives.

<http://www.reseau-crpv.fr>

Le club de veille

Chaque Centre de Ressources Politique de la Ville réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteurs. Le « Club de veille », constitué en 2011, est parti du principe que plus de personnes veillent, moins le temps consacré par chacun à veiller est important. La démarche proposée vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources). Ce travail génère une stimulation inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement. **En 2019, pendant la rencontre des équipes des CRPV, le club de veille a fait l'objet d'un des sujets présentés lors du barcamp : intérêt de l'outil pour les équipes, principes du club de veille...**

ZOOM
SUR ...

La base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale : COSOTER

Cosoter est un réseau de professionnels et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Les Centres de Ressources Politique de la Ville du réseau national qui en sont membres l'alimentent quotidiennement. Par le biais de cet outil commun, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement ou en prêt). Il rassemble 18 000 publications, 650 périodiques et 2 500 documents numériques à télécharger et compte quelques 30 000 utilisateurs.

En 2019, COSOTer a fêté 10 années d'existence. A cette occasion, l'idée de revisiter et simplifier l'interface publique du site a été travaillée par les CRPV membres, afin de la valoriser davantage, avec l'appui d'une agence. La ligne éditoriale a été repensée, ainsi que le graphisme, avec pour objectifs l'accès aux ressources. Des journées de formation commune ont été organisées en 2019 autour des questions de communication, de gestion technique et de l'indexation de la base de données.

<http://cosoter-ressources.info>


RESSOURCES SUR LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE



QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU



Le Pôle ressources poursuit une mission de mise en réseau et de qualification des acteurs œuvrant au développement des quartiers, qui se matérialise par la mise en place d'espaces de travail prenant des formes adaptées aux sujets abordés : cycles de qualification, appuis aux territoires, ateliers, journées thématiques... Cette mission s'adresse tout autant aux acteurs spécifiques de la Politique de la ville qu'à leurs partenaires, avec pour enjeu un renforcement mutuel à partir du croisement des regards.

Les espaces de travail en chiffres

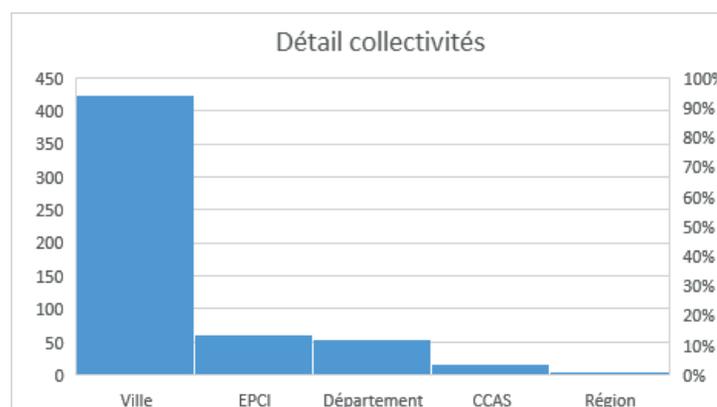
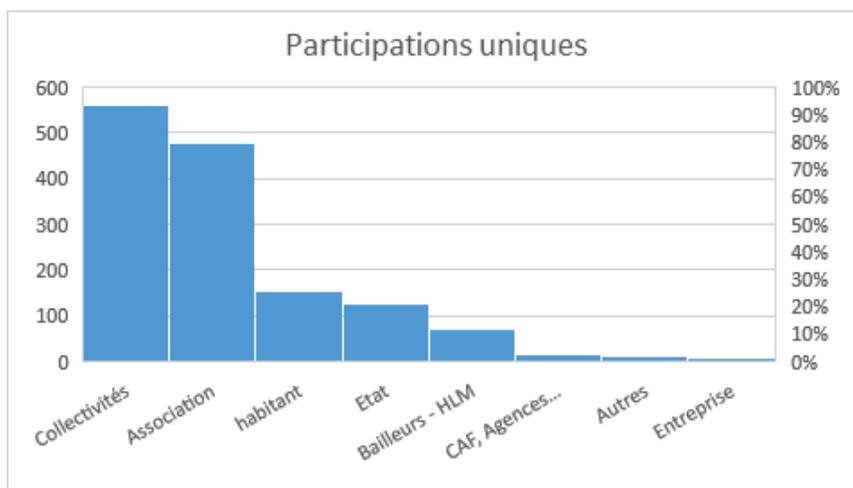
Au cours de l'année 2019, 1420 participants (1305 en 2018) ont été recensés sur un ou plusieurs des espaces de travail organisés, pour 2199 participations cumulées (2254 en 2018). La fréquentation des actions se maintient donc à un niveau élevé, toujours en lien avec des démarches importantes, dans une logique de « faire avec » : appui au comité de suivi et d'évaluation de la PSQ, séminaire valdoisien sur les cités éducatives, rénovation des contrats de ville dans le Val d'Oise...

A l'instar des années passées, cette participation est à considérer au regard des formats de travail, de la nature des travaux engagés et des sujets traités. En effet, 47 actions

ont été développées (40 en 2019), correspondant à 134 demi-journées ou soirées (95 en 2019), avec une participation allant de 5 à 131 personnes. Plus qu'en 2019, de nombreuses actions ont pris la forme de rencontres récurrentes en privilégiant les approches sous forme de démarches inscrites dans la durée plutôt que les aspects évènementiels.

Les collectivités (42% en 2017, 46% en 2018, 41% en 2019)

Les collectivités sont assez logiquement en tête, avec des acteurs dédiés à la Politique de la ville (chefs de projet, agents de développement local, coordonnateurs ou référents des programmes de réussite éducative, coordonnateurs des ateliers santé ville, chargés de gestion urbaine et sociale de proximité...) et des services de droit commun également très mobilisés. Au sein des collectivités, ce sont toujours les villes qui sont le plus représentées (76%). Le pilotage de la Politique de la ville, depuis la loi Lamy (2014) est situé à l'échelle intercommunale. Pour autant, la ville demeure la référence de proximité et d'opérationnalité, notamment pour les sujets relatifs au lien social et au cadre de vie.



Les associations (27% en 2017, 25% en 2018, 29% en 2019)

Les actions déployées permettent de mobiliser des associations de nature très différente avec des acteurs « têtes de réseaux » (fédérations, Initiative 95..) à l'échelle du département ou d'un territoire, des acteurs intervenant dans le cadre de politiques publiques spécifiques (prévention spécialisée, protection de l'enfance) mais aussi des structures de proximité œuvrant au cœur des quartiers (centres sociaux, médiation sociale et/ou scolaire..).

Les services de l'État (9% en 2017, 8% en 2018, 10% en 2019)

Les acteurs spécifiques de la Politique de la ville (délégués du Préfet, CGET, Préfet délégué pour l'Égalité des chances, Sous-préfet ville) sont bien évidemment représentés (autour de 40% des acteurs de l'État participant aux actions mises en place par le Pôle ressources en 2019). Les 60% restant mettent en évidence la pluralité des services, mis en mouvement par les sujets travaillés dans le cadre de la Politique de la ville. Ainsi sont représentés la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), la DIRECCTE, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), le SPIP, la DSDEN (Éducation nationale) ainsi que des agences comme l'Agence Régionale de Santé (ARS) ou Pôle Emploi. L'animation d'un séminaire valdoisien consacré aux Cités éducatives contribue à expliquer la forte présence des acteurs de l'Éducation nationale (IEN, principaux de collège, coordinateur.trice.s REP..).

Les habitants (14% en 2017, 7% en 2018, 14% en 2019)

En 2017 et 2018, la catégorie « habitants » était représentée exclusivement par les conseillers citoyens avec une diminution de leur présence constatée après l'année de leur lancement. En 2019, la part des habitants augmente alors que sont considérés les conseillers citoyens mais aussi des conseillers de quartier comme de « simples habitants ». En effet, les travaux en direction des conseillers citoyens se sont poursuivis avec une nouvelle rencontre valdoisienne et un cycle de qualification consacré au renouvellement urbain. De nouvelles démarches ont été engagées avec le commissariat de Police de Sarcelles sur le comité de suivi et d'évaluation de la PSQ ou encore avec la ville de Cergy autour du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) ont été l'occasion de toucher des conseillers de quartiers, des commerçants et des habitants privés d'emploi.

Des participants réguliers

15% des 1420 acteurs recensés ont participé à au moins 3 rencontres organisées/ animées par le Pôle ressources en 2019. Cette « assiduité », plutôt le fait d'acteurs de la Politique de la ville, témoigne d'un intérêt fort pour l'activité du Pôle ressources. La part importante d'acteurs dit « de droit commun » montre aussi la pertinence des sujets mis en travail et la capacité à animer la transversalité voulue par la Politique de la ville.

Premiers pas dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines

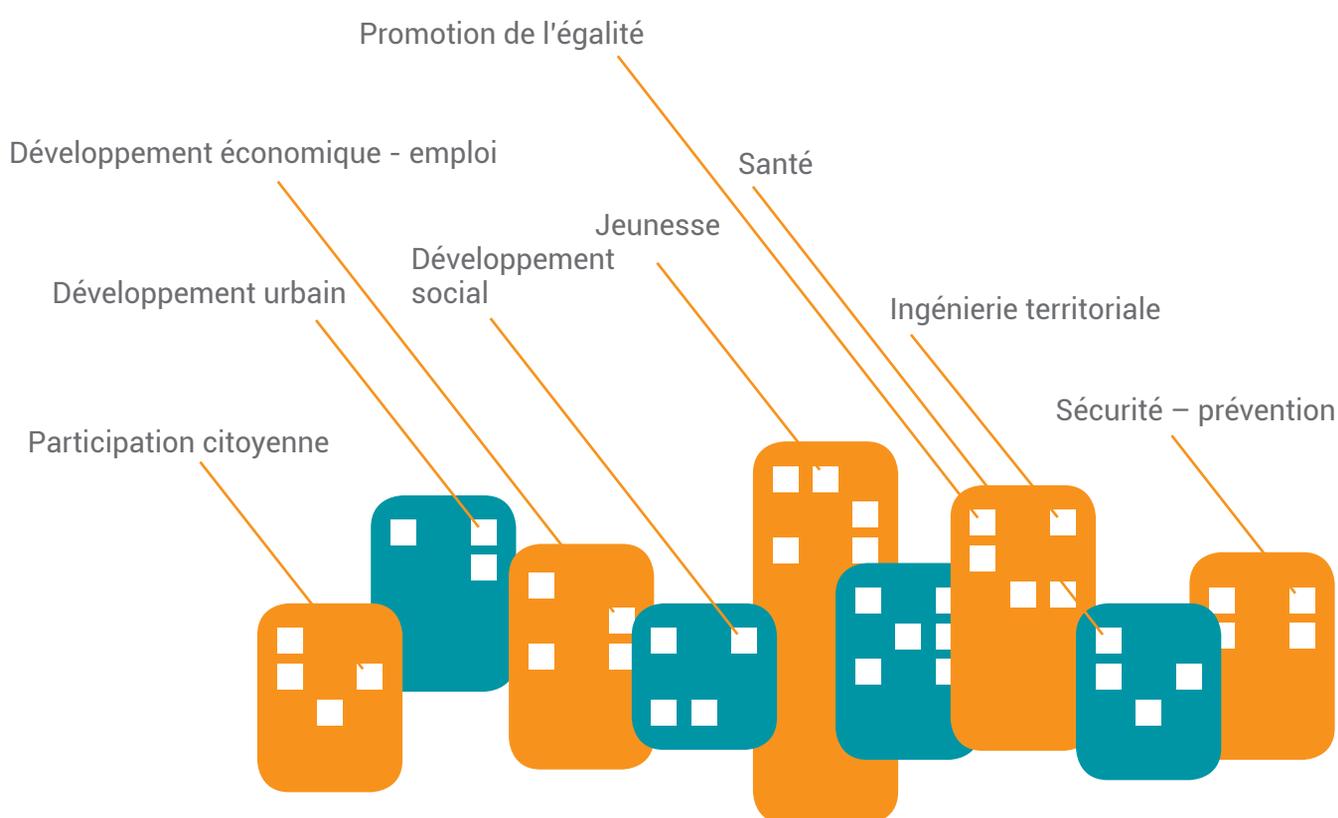
2019 a vu l'activité de l'association se déployer dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Cela s'est traduit par l'augmentation de la part des acteurs de ces deux départements (8% des participations cumulées) alors même que n'ont pas été comptabilisés l'ensemble des agents du Territoire d'Action Départemental Seine Aval (TAD Seine Aval) réunis dans le cadre d'une journée dédiée à la Politique de la ville proposée par le Conseil départemental des Yvelines ou encore les acteurs éducatifs de Gennevilliers rassemblés lors des 1^{ère} Assises de la cité éducative ; deux rencontres co-construites, animées et capitalisées par l'équipe du Pôle ressources. Bien qu'encore largement minoritaire, la part tout de même significative des représentants de ces nouveaux territoires est très encourageante et témoigne des relations/ partenariats qui se tissent alors que l'officialisation de l'extension de la couverture territoire est intervenue dans le courant de l'année.

QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU

Appui aux territoires et expérimentations	Demi-journées	Participation
Évaluation à mi-parcours des contrats de ville de l'EPT Boucle nord de Seine	2	136
Appui à la rénovation des contrats de ville du Val d'Oise	20	NC
Animation du comité de suivi et d'évaluation de la Police de Sécurité du Quotidien à Garges-Sarcelles	4	191
Coopérative d'acteurs santé Nutrition Est Val d'Oise : Focus Group	16	150
Séminaire départemental des cités éducatives (Yvelines)	1	NC
Journée de lancement de la cité éducative de Gennevilliers	1	100
Séminaire départemental des cités éducatives (Val d'Oise)	4	170
Appui à l'animation du PT Lutte Contre les Discriminations de la CA Roissy Pays-de-France	4	121
Appui à l'animation du Grenelle départemental (95) des violences faites aux femmes	2	23
Accompagnement de la ville de Taverny sur le sujet de l'égalité femmes/ hommes	1	22
Rencontre des équipes des missions locales du Val d'Oise	2	129
Projet expérimental « Entendre la parole des jeunes vulnérables sur l'orientation et l'emploi »	1	39
Accompagnement des projets Territoire zéro chômeur de longue durée (Cergy et BAM)	11	165
Regard des acteurs sur les enjeux d'emploi et de logement des jeunes de l'agglomération Roissy Pays de France	1	NC
Cycles de qualification et formations	Demi-journées	Participation
Formation des conseils citoyens du Val d'Oise	5	34
Co-formation « les conseils citoyens face aux projets urbains »	4	105
Co-formation « Elaborer un diagnostic urbain et partagé des usages et du vécu d'un quartier »	4	31
Formation « Animation participative d'un groupe de travail »	14	67
Formation « Valeurs de la République et Laïcité »	20	84
Groupes de pairs et ateliers	Demi-journées	Participation
Equipes Politique de la ville	2	20
Coordinateurs santé (ASV, CLS, CLSM)	6	28
Atelier méthode d'intelligence collective	4	24
Atelier insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes : quels acteurs pour quelles coopérations ?	1	39
Atelier promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations	3	37
Référénts de parcours des PRE (78,92,95) et réseau des PRE (95)	8	96
Journées thématiques et visites sur site	Demi-journées	Participation
Rencontre départementale des conseils citoyens du Val d'Oise	1	115
Contribution des conseillers citoyens du Val d'Oise au Grand débat national	1	46
Visite de la ressource d'IMAJ	1	8
Rencontre régionale des acteurs de la GUSP	2	66
Politique de la ville et cohésion territoriale en Île-de-France : quelles perspectives ?	2	131
AMI Santé, environnement et aménagement durable	1	11
Offre de soins et attractivités médicale	2	NC
Soirée des élus et directions – la santé dans toutes les politiques	1	25
Journée de la Cohérence Educative : la communauté éducative face aux vulnérabilités	2	67
Journée thématique : avancer vers l'égalités entre les filles et les garçons	2	195
Journée lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales : rencontre des acteurs locaux	2	125
ODD, associations et Politique de la ville : quelle(s) convergence(s) ?	1	NC
De la fourche à la fourchette : de levier pour une gouvernance alimentaire territoriale !	1	NC
Petit déjeuner « Territoires zéro chômeur de longue durée : les enseignements de l'expérimentation »	1	87



2019 en thèmes et en actions



POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS



Dans son article 1er, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, - dite loi Lamy -, inscrit la co-construction avec les habitants, acteurs associatifs, économiques, du droit commun... comme un principe central de la Politique de la ville. Répondre à des situations complexes, des fragilités cumulatives parfois durablement ancrées, impliquent en effet la mobilisation d'acteurs, y compris les habitants, dont les réalités institutionnelles, les pratiques et les modalités d'intervention sont parfois très éloignées. Favoriser les convergences et les coopérations est de facto un enjeu central pour la Politique de la ville alors que l'année 2019 est marquée par la rénovation des contrats de ville.

Renforcer les dynamiques des conseils citoyens

Depuis 2015, le Pôle ressources accompagne la mise en place des conseils citoyens et leur pérennisation. D'abord venu en soutien des professionnels pour l'installation de ces instances, l'accompagnement du Pôle ressources s'est poursuivi depuis par la mise en place de cycles de co-formation destinés aussi bien aux conseillers citoyens qu'à leurs référents professionnels (délégués du préfet, équipes Politique de la ville). Ces cycles de co-formation visent à renforcer le pouvoir d'agir de ces collectifs et leur participation à la mise en œuvre des contrats de ville en abordant les différentes thématiques qui leur sont liées. L'année 2019 a mis à l'honneur la thématique du cadre de vie et de l'urbanisme. La communication et la mobilisation des habitants ont également fait l'objet d'un appui spécifique.

En 2019, le Pôle ressources a ainsi organisé :

- ▶ la 3^{ème} rencontre départementale des conseils citoyens du Val d'Oise (initialement prévue en 2018 et reportée en 2019) ;
- ▶ un appui-accompagnement renforcé aux dynamiques existantes, au travers du recrutement de 2 volontaires en service civiques ;
- ▶ un cycle de co-formation inter-conseils citoyens sur l'urbanisme et le cadre de vie.

Rencontre départementale des conseils citoyens du Val d'Oise #3

La 3^{ème} rencontre départementale des conseils citoyens - organisée par la préfecture et animée par le Pôle ressources - a rassemblé plus de 100 participants, représentant 23 conseils citoyens et des professionnels des équipes Politique de la ville (collectivités, délégués du préfet). La matinée, ouverte par Sébastien Jallet, Préfet délégué pour l'égalité des chances, s'est poursuivie par une présentation du fonctionnement du conseil citoyen de Noisy-le-Grand (93), invité pour l'occasion. La matinée a ensuite mis à l'honneur, comme sur l'édition précédente, 8 expériences et initiatives de conseils citoyens du Val d'Oise et une hors Val d'Oise :

- ▶ enquête auprès des habitants et initiative de fleurissement par le conseil citoyen de Montigny-lès-Cormeilles,
- ▶ action vide-balcons menée avec les bailleurs à Sarcelles,
- ▶ projet d'embellissement des cages d'escaliers à Persan,
- ▶ ateliers savoir-faire avec les femmes à Herblay,
- ▶ projet « Qui peut m'aider » pour faire connaître les ressources à disposition des jeunes à Montmagny,
- ▶ participation à la dynamique du contrat de ville à Cergy,
- ▶ structuration associative et projet urbain à Goussainville.

Ces temps de présentation ont été l'occasion de véritables échanges et partages entre conseils citoyens, mais aussi d'une émulation et d'une valorisation des dynamiques à l'œuvre malgré les difficultés rencontrées sur le terrain.

16 février
1 demi-journée
115 participations



Contribution des conseils citoyens du Val d'Oise au Grand débat national

16 février
1 demi-journée
46 participations

Cette journée s'est poursuivie, l'après-midi par une contribution des conseils citoyens au Grand débat national lancé par le gouvernement au travers de 4 thématiques (dont une scindée en 2) au choix :

- ▶ impôts, dépenses, action publique : quels impôts pour quels services publics ?
- ▶ organisation de l'État et des collectivités : quelle organisation pour une meilleure action publique, du national au local ?
- ▶ transition écologique : quelles solutions concrètes ? Comment financer la transition écologique et la faire appliquer ?
- ▶ démocratie et citoyenneté : quelles modalités d'élections et quelles instances démocratiques privilégier ? Comment associer plus efficacement les citoyens aux décisions publiques ?
- ▶ comment répondre au défi de l'immigration et du vivre-ensemble ?



Les conseillers citoyens ont pu réaliser un état des lieux, selon leur point de vue, de ce qui pose problème sur chaque thème, puis ils ont identifié collectivement des pistes d'actions pour l'avenir. Ces contributions ont été restituées à la fin de la journée.

Synthèse des contributions des conseils citoyens au Grand débat national

La contribution des conseils citoyens au Grand Débat a fait l'objet d'une synthèse écrite, reprenant sur chaque thématique, l'état des lieux dressé par les participants en lien avec le sujet puis des solutions qui leur sembleraient appropriées à mettre en œuvre pour y répondre. (voir p.13)

Retour sur... la journée départementale des conseils citoyens en vidéos

Une première vidéo revient en images sur la matinée de la 3ème rencontre départementale des conseils citoyens au travers de 3 courtes interviews et d'extraits des échanges de la matinée. Une seconde vidéo donne à voir les contributions de l'après-midi au grand débat national. Ces vidéos ont été réalisées par Urban street reporter, média porté par l'association Espoir et Création à Garges-lès-Gonesse, qui contribue à faire entendre la voix des quartiers populaires.



▼
Avec : l'association Alter Ego, collectif de formateurs ; l'association Espoir et Création portant le média Urban street Reporter

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

► Appui-accompagnement renforcé aux dynamiques des conseils citoyens par le service civique

Le Pôle ressources a identifié la nécessité d'apporter un appui et un soutien de plus grande proximité et plus individualisé aux dynamiques des conseils citoyens au fur et à mesure de leur évolution et en complément des formations proposées.

Deux volontaires en service civique ont été recrutés en décembre 2018 et ont débuté leur mission en janvier 2019, pour une durée de 6 mois. 4 volets principaux avaient été préalablement identifiés pour cet appui :

Mission de janvier
à juillet
(6 mois)

- aide à la communication et à la valorisation des actions du conseil citoyen ;
- aide au montage/développement de projets participants à la vie du quartier ;
- aide au développement des liens avec les habitants du quartier ;
- aide à la mobilisation de nouveaux membres.

La mission, s'est structurée, au fil du temps, en plusieurs étapes :

- prise de contact et participation des volontaires aux réunions des conseils citoyens du Val Paris et Argenteuil pour recueillir leurs attentes ;
- analyse des attentes et conception de temps de co-formation autour de la communication et de la mobilisation des habitants ;
- soutien individualisé (au fil de l'eau et selon les demandes) : création de boîte mail, page facebook, aide à la conception d'un flyer, partage de ressources...

3 temps forts inter-conseils citoyens conçus et animés par les volontaires, ont marqué cette mission :

Temps #1 : Rencontre des volontaires avec les conseils citoyens et professionnels référents (Val Paris et Argenteuil)

5 demi-journées de
formation
34 participations
en cumulé

En phase d'expérimentation de cet appui, le Pôle ressources a fait le choix d'agir dans un premier temps sur un territoire restreint : la communauté d'agglomération Val Paris et la ville d'Argenteuil.

Le 30 janvier s'est tenue une première rencontre des volontaires avec les conseils citoyens et professionnels de ces territoires. La rencontre a permis aux jeunes nouvellement arrivés de se présenter et de faire connaissance avec les conseillers citoyens, de présenter le Service civique et enfin, de recueillir les besoins et attentes des participants vis-à-vis de leur mission. Cette première rencontre a mis en lumière le souhait des conseils citoyens de renforcer leur visibilité et par conséquent leurs méthodes de communication et de mobilisation afin de pouvoir associer davantage les habitants du quartier à leur dynamique.

Temps #2 : Rencontres inter-conseils citoyens : « Mieux communiquer et mobiliser les habitants »

Après avoir également participé à une réunion de chaque conseil citoyen des territoires concernés pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre et préciser les besoins, les volontaires ont proposé 3 rencontres inter-conseils citoyens sur la communication et la mobilisation des habitants, pour les territoires de Val Paris et Argenteuil ; de Cergy-Pontoise ; de Roissy Pays de France et Persan.

Chacune de ces séances s'est déroulée en 3 temps :

- présentation d'idées et d'outils numériques pour mobiliser et recueillir la parole des habitants (porteur de parole, chaises à palabre...) et pour communiquer en interne ou en externe ;
- partage sur les pratiques déjà mises en œuvre par les conseillers citoyens ;
- élaboration d'une "stratégie" de communication au travers d'un questionnaire travaillé par chaque conseil citoyen pour se poser les bonnes questions.

Temps #3 : Atelier « Se saisir des outils numériques : plateforme des conseils citoyens, agenda numérique partagé »

En réponse à une demande formulée lors des rencontres précédemment évoquées, les volontaires ont proposé un temps de mise en pratique pour se saisir plus concrètement de certains des outils numériques présentés. En effet, les membres des conseils citoyens ne sont pas tous familiers du numérique et éprouvent parfois des difficultés à se saisir de certains outils. L'atelier a permis de tester avec une aide extérieure, l'utilisation de la plateforme conseilscitoyens.fr et de l'agenda numérique partagé.

“Accompagnement des volontaires au sein de la structure”

L'accompagnement des volontaires en service civique par le Pôle Ressources a nécessité un tutorat, réalisé par la chargée de mission Participation et intelligence collective, via un accueil spécifique et renforcé dans la structure pour que les jeunes puissent se saisir de la mission et de son contexte. Par la suite, une demi-journée de travail hebdomadaire, a été consacrée à l'accompagnement et la progression dans la mission. De plus, 3 temps ont été spécifiquement dédiés au

projet d'avenir, ces derniers étant prévus pour permettre aux volontaires de se projeter, d'identifier les compétences acquises et définir un projet, au-delà de la mission de service civique.

Un réel progrès des volontaires a été constaté tout au long de la mission dans leur capacité à prendre la parole en public, à concevoir et animer une réunion, rédiger des mails et compte-rendus, travailler en équipe. Leur présence dans l'équipe a été appréciée et a apporté un regard neuf et une relation privilégiée avec les conseils citoyens.

► Cycle de co-formation Urbanisme et cadre de vie

La thématique de l'urbanisme et du cadre de vie a été mise à l'honneur en 2019, en raison d'un intérêt important des conseillers citoyens pour ces questions. Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en cours avec plusieurs projets d'intérêt nationaux et régionaux sur la Val d'Oise rendait également nécessaire d'aborder cette thématique, l'accent ayant été mis sur la participation des habitants par la Loi Lamy au travers des maisons du projet. Ouverts à tous les conseillers citoyens du Val d'Oise et professionnels en charge de leur accompagnement, l'objectif des co-formations était de renforcer la capacité à participer activement aux projets urbains et à la gestion urbaine et sociale (GUSP) de proximité dans les quartiers.

Co-formation « Les conseils citoyens face au projet urbain »

Au travers de 2 demi-journées par territoire, cette première co-formation a eu pour objectif de sensibiliser les participants à la culture et au langage du projet urbain, aux programmes, procédures et acteurs ; à croiser les regards des habitants, professionnels sur ces sujets pour in fine les aider à s'emparer de ces questions et trouver une place dans ces démarches.

Mars à octobre
9 demi-journées
103 participations
en cumulé

La 1^{ère} séance a mis en avant l'histoire urbaine des quartiers prioritaires, au travers du logement social et de la reconstruction au renouvellement urbain. Un temps en atelier a ensuite fait émerger les problématiques auxquelles les conseillers citoyens étaient confrontés sur leurs quartiers. Dans la continuité de cette dernière, la 2^{nde} séance s'est concentrée sur une présentation de la participation des habitants à la Politique de la ville puis à l'introduction du renouvellement urbain et de ses grands principes. Les participants ont ensuite retravaillé en petits groupes les problématiques et défis se présentant à eux pour ensuite essayer de trouver des solutions et d'identifier les acteurs mobilisables. Cette formation a fait ressortir encore une fois l'une des principales difficultés des conseils citoyens : se faire connaître et mobiliser les habitants du quartier, préalable à toute démarche plus approfondie pour pouvoir réellement s'investir et impacter la mise en œuvre locale des contrats de ville et des projets



Avec : Voix publiques ; Loraine RIST (urbaniste)

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Visite de la ressourcerie d'IMAJ 95

Une visite de la ressourcerie de l'association IMAJ, à Villiers le Bel, a été proposée aux conseils citoyens afin d'illustrer une réponse concrète et durable à plusieurs problématiques qui touchent les quartiers prioritaires : la gestion des encombrants, le chômage de longue durée et l'accès à la consommation à moindre coût. En effet, la ressourcerie est un espace d'économie circulaire au travers de la remise en circulation et du réemploi d'objets en bon état qui ne sont plus utilisés et auraient été jetés. Elle permet également un accès à des biens à moindre coût. La structure répond également à un enjeu de réinsertion face au chômage. A l'année, 36 personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières.

21 juin
1 demi-journée
8 participations



Avec : Association IMAJ 95

Co-formation « Élaborer un diagnostic urbain sensible et partagé des usages et du vécu d'un quartier »

Cette seconde co-formation, centrée sur le diagnostic, a eu pour objectif d'apporter des outils d'observation et de lecture de l'environnement urbain pour des non-experts, au travers d'une approche sensible, par les usages et le vécu de l'espace. En effet, dans toutes les démarches mises en œuvre dans les quartiers prioritaires et visant l'amélioration du cadre de vie (projets de renouvellement urbain, gestion urbaine et sociale de proximité, conventions d'utilisation de l'abattement TFPB ...) le diagnostic est une étape nécessaire et fondamentale pour déterminer des pistes d'action. Pouvoir y associer des habitants et des professionnels d'autres domaines est d'une grande plus-value. Il s'agissait donc de proposer, aux acteurs de la Politique de la ville « non experts » du projet urbain, des pistes pour enrichir ces démarches et trouver une place dans ces projets. Avec le CAUE 95, la journée a été ponctuée par une présentation théorique d'outils, puis une exploration sensible sur le terrain, et enfin des ateliers en petits groupes pour partager et restituer les observations.

17 et 23 octobre
2 journées
31 participations



Avec : le CAUE 95

Toutes ces séances ont été réalisées, dans la continuité des précédentes, en s'appuyant sur des méthodes actives et interactives. Tous les supports de présentation et contenus des séances sont diffusés à l'issue des séances et disponibles sur le site du Pôle ressources.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Formation tuteur service civique, janvier 2019,
- Accompagnement à la réflexion sur le projet d'avenir et la réalisation du bilan nominatif, DDCS, 29 janvier, Paris,
- Rencontres nationales de la participation, 11 mars, Grenoble,
- La participation des habitants à la mise en œuvre des NPRU, Profession Banlieue, Saint Denis, 17 avril,
- Participation au groupe des Ambassadeurs de la Plateforme des conseils citoyens, Fédération nationale des centres sociaux, 4 dates dans l'année, Paris.



Perspectives 2020

- 4ème rencontre départementale des conseils citoyens, 2nd semestre 2020,
- Encadrement de 2 nouveaux volontaires en service civique : réalisation d'un état des lieux des dynamiques depuis leur création et perspectives, décembre 2019 - juin 2020,
- Cycle dédié au renouvellement des conseils citoyens (formation des nouveaux membres, élus..).

► Transmettre des méthodes participatives et de dynamisation de groupe

La Politique de la ville s'appuie historiquement sur des dynamiques partenariales et participatives. Avec la création des conseils citoyens et la mise en place des contrats de ville intercommunaux, de nouvelles coopérations ont vu le jour, réinterrogeant les postures et pratiques professionnelles. Le Pôle Ressources a engagé un cycle de qualification fin 2017, qui s'est poursuivi et renforcé en 2018 et 2019 au travers de formations et ateliers permettant d'expérimenter et de mettre en pratique des dynamiques participatives pour animer des groupes de travail et faciliter les coopérations et la co-construction.

Cycle de qualification dédié aux méthodes d'animations participatives de groupe de travail

janvier à décembre
7 journées
67 participations

6 temps de formation « Animation participative d'un groupe de travail adressés aux professionnels amenés à animer des dynamiques de travail partenariales. Ces formations permettent de découvrir, d'expérimenter et de s'approprier une posture et des techniques d'animation de réunions pour stimuler un groupe et produire plus efficacement en mobilisant l'ensemble des participants.

1 temps de formation d'approfondissement : un second temps de formation a été conçu en 2019 pour permettre aux professionnels initiés d'approfondir et découvrir de nouveaux outils et méthodes, renforcer leur posture. Cette formation a été mise en œuvre pour la 1ère fois en novembre 2019 et sera renouvelée.

3 ateliers sur les méthodes d'intelligence collective ont été proposés pour prolonger la dynamique des formations, renforcer les acquis, oser mettre en pratique et partager les expériences. Grâce à l'émulation de ces ateliers, en 2018, la co-construction d'un guide méthodologique dédiée à l'animation participative a été initiée et s'est poursuivie en 2019.

Co-conception d'un guide pour faciliter la mise en place de dynamiques participatives

Février à décembre
4 demi-journées
24 participations
en cumulé

Ce guide méthodologique aura pour vocation de faciliter l'appropriation des méthodes et postures expérimentées en formation et aider au déploiement dans les organisations. Il prendra la forme d'un support illustré par une facilitatrice graphique, permettant aux non initiés (collègues, partenaires...) de comprendre l'intérêt de mettre en place ces méthodes pour co-animer des temps de travail participatifs et dynamiques. C'est au travers des ateliers, que les participants ont co-construit progressivement le contenu de ce guide pour en faire un objet pertinent et accessible pour tous. Celui-ci verra le jour en 2020.

Appui-accompagnement à la conception d'animation participative

Le Pôle ressources est venu plus spécifiquement en appui à la conception de temps de travail multi-acteurs participatifs et dynamiques :

Forum Contributif de la ville d'Ermont, le samedi 23 mars, avec des jeunes, des parents d'élèves et professionnels, l'objectif était de concevoir ensemble de nouveaux outils pour aider les jeunes à construire leur projet professionnel. A partir de l'expérience et du vécu des participants, les problématiques et difficultés rencontrées en matière d'orientation ont été identifiées, puis les outils, structures et acteurs ressources. Enfin, le groupe a identifié les manques, les besoins non couverts et les solutions pour y répondre.

Espace mutualisé Emploi-Insertion Sarcelles : la CARPF a sollicité l'appui du Pôle ressources pour préparer et co-animer un temps de rencontre des équipes des différentes structures de l'Espace mutualisé Emploi Insertion de Sarcelles nouvellement créé, regroupant la Mission locale, le PRE, le service prévention et médiation famille, le service emploi et des structures associées (GRETA, Du Côté des Femmes, Meitis), dans l'objectif de développer l'interconnaissance entre les équipes des structures et faire émerger des idées de nom pour l'espace.



Perspectives 2020

- Déploiement de la formation « Animer, dynamiser un groupe de travail » dans les départements du 78 et 92,
- Déploiement de la formation d'approfondissement (temps 2),
- Finalisation et publication du guide méthodologique pour faciliter la mise en place de dynamiques participatives

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

➤ Renforcer les démarches de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP)

Pleinement liée à la Politique de la ville depuis ses origines, la Gestion urbaine et sociale de proximité, qui vise à mettre en œuvre et coordonner localement les actions pouvant contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitants, s'est généralisée au fil des années, notamment dans les quartiers concernés par les Programmes de rénovation urbaine (ANRU). Plus récemment, la loi Lamy de 2014 a rendu obligatoire l'adossément de conventions d'abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) aux contrats de ville, permettant de financer davantage d'actions visant à améliorer le cadre de vie dans les quartiers prioritaires dans un cadre intégré. Le Pôle ressources accompagne localement ces démarches, avec en 2019 :

- ▶ la poursuite du travail de bilan partagé sur la mise en œuvre des conventions d'abattement TFPB, avec les bailleurs sociaux du Val d'Oise et l'AORIF ;
- ▶ une 1^{ère} rencontre régionale des acteurs de la GUSP, qui a donné lieu à des actes.

Bilan partagé de 3 années de mise en œuvre des conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) avec les bailleurs

En décembre 2015, le Pôle ressources, en partenariat avec la préfecture du Val d'Oise et l'AORIF, a publié un guide « Pour une déclinaison dans le Val d'Oise de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB ». Trois ans après, le Pôle ressources a réuni des chefs de projet Politique de la ville et chargés de GUSP autour de 2 temps de travail pour réaliser un premier bilan de la démarche. Une note mettant en avant l'appréciation du dispositif et les difficultés rencontrées par les acteurs de terrain en fait la synthèse.

Renouvelant son partenariat avec l'AORIF, le Pôle ressources a poursuivi cette démarche de bilan avec à présent les bailleurs sociaux, réunissant sur 2 séances des professionnels des organismes HLM, afin de pouvoir entendre leur appréciation du dispositif et la comparer avec celle des collectivités. Dans un contexte où des tensions entre collectivités et bailleurs ont fait jour, cette démarche a révélé un réel intérêt pour un dispositif permettant de renforcer les partenariats locaux et de financer des actions supplémentaires dans les quartiers. Toutefois, la difficulté principale reste de s'accorder sur les actions à financer. Ce travail sera poursuivi tout au long de l'année 2020 pour déterminer des pistes d'améliorations et une meilleure mesure des impacts pour les habitants.



Avec : l'union des bailleurs sociaux d'Île-de-France (AORIF)

Rencontre régionale des acteurs de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP)

3 avril
1 journée
66 participations

Cette première rencontre francilienne de la GUSP, co-organisée avec la ville de Montigny-lès-Cormeilles et les 3 autres centres de ressources Politique de la ville d'Île-de-France, a rassemblé 65 professionnels : chargés de mission GUSP mais aussi équipes Politique de la ville, délégués du préfet et représentants des bailleurs sociaux. La rencontre poursuivait 3 objectifs :

- ▶ favoriser l'interconnaissance et la mise en réseau de ces acteurs ;
- ▶ rendre visible et lisible la mise en œuvre de la GUSP dans différents territoires d'Île-de-France ;
- ▶ permettre l'échange de pratiques et le croisement des réflexions, notamment autour de 4 volets thématiques.

La matinée a été consacrée à la présentation de 4 démarches locales, chacune suivie d'échanges avec les participants, reflétant des contextes territoriaux et méthodes variées :

- Montigny-lès-Cormeilles (Val d'Oise) avec un zoom sur la gestion des encombrants ;
- Quartier Orgues de Flandre (Paris 19ème) avec un zoom sur l'articulation avec le projet de rénovation urbaine ;
- Saint-Michel-sur-Orge (Essonne) avec un zoom sur la nature en ville ;
- Établissement Public Territorial Est Ensemble (Seine-Saint-Denis), avec un zoom sur la charte intercommunale.



L'après-midi s'est poursuivi autour de 4 ateliers thématiques sur la propreté, la mobilité, la sécurité et le lien social. Chaque participant a contribué à 2 thématiques dans l'après-midi, pour identifier les problématiques communes et récurrentes dans les quartiers prioritaires, les freins à dépasser, ainsi que des solutions mobilisables pour y répondre. Cette rencontre régionale des acteurs de la GUSP, première du genre, a permis de dresser un panorama de méthodes, problématiques et réponses mises en place par les professionnels. Un premier pas dans la mise en réseau élargie des acteurs, avec le souhait de poursuivre dans les prochaines années.



♥
Avec : le CRPVE (91) ; Profession Banlieue (93) ; le Pôle ressource de Paris (75) ; la ville de Montigny-lès-Cormeilles (95)

Actes de la rencontre régionale des acteurs de la GUSP

Les actes de la rencontre, après un bref rappel des fondamentaux de la GUSP, restituent les travaux de l'après-midi autour des 4 thématiques des ateliers : propreté, mobilité, sécurité et lien social. Ainsi, sur chaque sujet, les principales problématiques rencontrées (telles que le stationnement illicite, la mécanique sauvage, les dépôts sauvages et incivilités, le squat) et leurs causes sont pointées. Les solutions mises en place dans les territoires ont été systématiquement recensées, donnant ainsi un panorama du travail de la GUSP et constituant un guide pour les professionnels intervenant dans ce domaine, souvent peu mis en lumière.

Perspectives 2020



- Restitution croisée des bilans et groupe de travail bailleurs/collectivités sur la TFPB, 6 mars,
- Rencontre francilienne de la Gestion urbaine et sociale de Proximité, 9 juin,
- Publication capitalisant sur l'impact d'actions menées en coopération dans le cadre de la TFPB,
- Cycle de qualification sur la mesure d'impact social des actions TFPB.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

► Rénovation des contrats de ville

En 2017, à l'heure où les territoires initiaient l'évaluation de la mise en œuvre à mi-parcours des contrats de ville issus de la Loi Lamy, le gouvernement ouvrait une importante séquence de réflexion collective destinée à reprioriser les axes de déploiement de la Politique de la ville. Le Pacte de Dijon, fruit de cette réflexion qui a associé une large palette d'acteurs œuvrant à la réduction des inégalités sociales et territoriales, revêt alors une ambition particulière : guider la révision des contrats de ville, dans un contexte francilien marqué tant par l'évolution récente et inachevée des cadres administratif et institutionnel, que par l'intensité de ses fractures sociale et territoriale.

Afin d'accompagner les territoires à la finalisation des démarches d'évaluation et dans les déclinaisons du Pacte de Dijon (protocole d'engagement réciproques et renforcés), le Pôle ressources a porté quatre démarches complémentaires :

- appui à l'EPT Boucle nord de Seine dans l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville ;
- une journée régionale consacrée à l'appropriation des enjeux entourant la rénovation des contrats de ville ;
- un appui méthodologique aux territoires du Val d'Oise afin d'aboutir à des protocoles d'engagement réciproques et renforcés co-construits ;
- deux demi-journées réunissant les équipes Politique de la ville des collectivités.

Appui à l'EPT Boucle nord de Seine - Évaluation des contrats de ville

Convaincu de l'intérêt de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, le Pôle ressources a lancé en janvier 2017 un appel à manifestation d'intérêt (AMI), en partenariat avec Laetitia Dansou du cabinet Sémaphores, en direction des agglomérations du Val d'Oise pour accompagner, de manière expérimentale, un territoire à la mise en place d'une évaluation participative. Ambitionnant de réunir les parties prenantes de la Politique de la ville (signataires, institutions, associations, conseillers citoyens, services décisionnaires et opérationnels des collectivités...) et ainsi mener une évaluation des contrats de ville, par le territoire, pour le territoire. Fort de cette première expérience et à la demande de l'EPT Boucle Nord de Seine, réunissant 6 contrats de ville dont celui relatif à la ville d'Argenteuil, une seconde expérimentation a été menée au cours de l'année 2018. Chacune de ces deux expériences est guidée par l'ambition de permettre :

19 janvier et 14 février
2 demi-journées
136 participations en
cumulé

- la réappropriation des contrats de ville, ainsi que leurs convergences,
- la mise en réseau des acteurs au sein d'un même territoire,
- la participation réelle de tous, dont les conseillers citoyens (co-construction),
- la concrétisation des enjeux identifiés et des préconisations proposées.

Aussi, l'approche participative s'appuie sur des principes et des méthodes visant à concrétiser une forme de démocratie, en créant un espace cadré d'échanges, de dialogues et de débats. Sa pertinence s'appuie en effet sur la diversification et l'élargissement des publics susceptibles d'être associés aux processus évaluatifs, tout en prenant en compte la qualité des débats, des analyses et des jugements évaluatifs. Autrement dit, il s'agit d'articuler l'enjeu démocratique (associer le plus largement possible), et l'enjeu délibératif (qualité de l'évaluation).

En 2019, l'appui du Pôle ressources aux travaux de l'EPT Boucle Nord de Seine s'est inscrit dans la continuité de la démarche initiée l'année précédente avec un enjeu de renforcer la participation des habitants qui s'est traduit par l'organisation d'une demi-journée en direction des conseillers citoyens des 6 villes de l'EPT concernées par la Politique de la ville. Par ailleurs, une restitution globale de la démarche et de ses enseignements s'est tenue en mairie de Gennevilliers. Elle a permis de dresser des pistes, d'une part pour agir collectivement tant à l'échelle des villes que de l'EPCI et d'autre part, de nourrir les protocoles d'engagement réciproques et renforcés souhaités par l'État.

Politique de la ville et cohésion territoriale en Île-de-France : quelles perspectives ?

20 février
1 journée
131 participations

Construite avec les 3 autres centres de ressources Politique de la ville (CRPV) d'Île-de-France, France Urbaine et l'Association des Communautés de France (AdCF), cette journée fut l'occasion d'un état des lieux de la Politique de la ville en Île-de-France alors que les travaux de rénovation des contrats de ville allaient débiter dans les territoires. La matinée a permis d'aborder la gouvernance de cette politique publique au regard de l'évolution du périmètre des EPCI au 1er janvier 2016, de présenter des initiatives locales en matière de pilotage et d'intégration de la Politique de la ville et d'échanger autour de l'enjeu central de la mobilisation des acteurs du droit commun. L'après-midi, construit sous la forme d'ateliers, s'est intéressé aux différentes thématiques prioritaires dans le pacte de Dijon (développement économique, habitat et renouvellement urbain, jeunesse et éducation, action sociale et santé, les mobilités du quotidien, sécurité) avec pour objectif de partager les réussites, écueils et défis.



Avec : François Antoine MARIANI, CGET ; Léo FAUCONNET et Hélène JOUANET, IAU Île-de-France ; Anne-Sophie RAMARD et Valérie JARRIGIE, CA Roissy Pays de France ; Colombe BROSEL, Adjointe au Maire de Paris ; Ramzy DALI, TAD Seine Aval - CD des Yvelines ; Gérard COSME, Président EPT Est Ensemble ; Sébastien JALLET (Préfet délégué pour l'égalité des chances du Val d'Oise ; Luc GINOT, Directeur de la Promotion de la santé et de réduction des inégalités à l'ARS Île-de-France ; Francis CHOUAT, Député de l'Essonne.

Appui à la rénovation des contrats de ville du Val d'Oise

D'avril à décembre 2019, le Pôle ressources a appuyé les territoires du Val d'Oise concernés par la Politique de la ville dans les travaux de rénovation visant à formaliser des protocoles d'engagement réciproques et renforcés intégrant des enjeux d'amélioration et des indicateurs de suivi. Construits autour de 5 thématiques arrêtées par l'Etat (développement économique et emploi, sécurité, éducation, cohésion sociale, habitat et cadre de vie), ils visent à recentrer l'action en matière de Politique de la ville autour de priorités locales partagées en lien avec les engagements pris par l'Etat dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires. L'appui, mobilisant l'ensemble de l'équipe du Pôle ressources, s'est traduit par 3 actions complémentaires : l'aide à l'appropriation de la rénovation des contrats de ville en direction des équipes Politique de la ville et des délégués du Préfet, la co-animation de temps forts (séminaires d'une journée, ateliers, restitutions) en mobilisant des techniques participatives et d'intelligence collective et, enfin, une aide à la formalisation des protocoles.

Au total, ont été réalisées 32 réunions préparatoires (appropriation, ingénierie participative), 17 demi-journées multi-acteurs (15 à plus de 100 participant.e.s), 3 demi-journées pour des restitutions en direction notamment d'élus, 11 demi-journées pour la formalisation des avenants, réparties entre la Communauté de communes du Haut Val d'Oise, les Communautés d'Agglomérations Roissy Pays-de-France, Plaine Vallée, Valparisis et Cergy-Pontoise ainsi que la ville d'Argenteuil.

Groupe de travail des équipes Politique de la ville

29 janvier et 18 novembre
2 journées
20 participations en cumulé

Chaque année, le Pôle ressources réunit les professionnels en charge de la Politique de la ville dans les collectivités du Val d'Oise. Cette année, en lien avec l'extension de l'activité aux départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, ces rencontres ont accueilli des professionnels de ces deux départements. Construits à partir des besoins et préoccupations des participants, ces deux ateliers se sont intéressés à la rénovation des contrats de ville dans une optique d'anticipation des travaux pour la rencontre de janvier et de bilan pour celle de novembre.

Cette dernière a mis en évidence la plus-value des travaux menés. Ainsi, c'est moins la capacité à produire un engagement plus fort et concret qui a été souligné que la mobilisation large même si différenciée d'un territoire à l'autre (porteurs de projet, services des collectivités, services de l'Etat, bailleurs...) et les échanges autour des réalités (priorités, contraintes, fonctionnement) de chacun, voire des convergences possibles entre acteurs.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

► Coproduire la tranquillité publique

Appui à l'animation du comité de suivi et d'évaluation de la PSQ

Février à novembre
4 demi-journées
191 participations en cumulé

Les travaux de rénovation des contrats de ville ont permis d'aborder le sujet de la tranquillité publique principalement à travers la relation police-acteurs locaux et la relation police-population. Conscient de l'importance de ces enjeux, le Pôle ressources a investi le sujet, au-delà des travaux de rénovation, dans une logique d'appui au commissariat de Garges-Sarcelles en lien avec le déploiement de la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ) et la mise en place du dispositif de Reconquête Républicaine (QRR) dont l'enjeu consiste à rétablir la confiance. Le commissariat souhaite donner une forme concrète à ce rapprochement attendu entre la police et la population dans l'action de tous les jours mais aussi par la mise en place d'un comité de suivi et d'évaluation ouvert largement avec pour mission de :

- formaliser un espace et une démarche de suivi et d'évaluation,
- réfléchir conjointement sur des problématiques rencontrées (rodéo urbains...),
- appréhender les modalités d'action de chacun.

L'action du Pôle ressources a consisté à favoriser l'interconnaissance, l'appropriation par les acteurs du comité de suivi et d'évaluation, la participation de tout.e.s et donc la co-élaboration. Pour cela, il a à la fois contribué à un comité d'organisation, - composé de la Commissaire de Police, de représentants du sous-préfet de Sarcelles et de délégués du Préfet de Garges-lès-Gonesse et de Sarcelles -, et à l'animation de 4 séances plénières en mobilisant des techniques d'animation permettant l'expression de chacun. La diversité des participants est à noter avec :

- 25% d'habitants (CC, CQ, amicale de locataires, commerçants) qui sont les plus assidus avec 65 participations sur 108 potentielles ;
- 19% d'agents de l'Etat (sécurité et préfecture principalement, éducation nationale et justice également) ;
- 15% d'associations ;
- 14% de représentants des bailleurs ;
- 6% pour les transporteurs.

Ces rencontres ont permis d'élaborer un référentiel de suivi et d'évaluation partagé (tableau ci-après), de partager des réflexions sur la question des rodéo-urbains, de co-produire un questionnaire diffusé par le biais des participants du comité de suivi et d'évaluation aux habitants des deux villes et d'en partager les résultats. Les 437 répondants ont ainsi pu partager un regard sur la qualité de la relation police- population, la présence de la police sur le territoire et le sentiment de sécurité, donnant leur appréciation du travail effectué par les PSQ. Il est à noter les enseignements suivants :

- les 18-25 ans, et plus spécifiquement les jeunes femmes, sont les moins en lien avec la PSQ et les moins en mesure d'identifier des améliorations dans la relation avec la police,
- l'intensification semble être plus attendue au niveau des périodes d'intervention, que des lieux, avec un « plébiscite » de la fin de journée et de la nuit, tout particulièrement pour les répondants résidant à Garges-lès-Gonesse.



- ▶ une insécurité ressentie plus fortement par les femmes et les jeunes.
- ▶ une corrélation entre sentiment de sécurité et connaissance des lieux et des personnes, à l'inverse une insécurité plus forte lorsque l'environnement n'est pas connu.
- ▶ un sentiment d'insécurité susceptible d'impacter les déplacements (transport, dans la rue)
- ▶ un regard plutôt positif sur l'action de la Police de Sécurité du Quotidien,
- ▶ des jeunes, - et plus particulièrement des jeunes femmes -, ayant une forte demande en matière de sécurité, très impactés par le sentiment d'insécurité et, parallèlement, assez peu en lien avec la Police de Sécurité du Quotidien,
- ▶ des femmes de plus de 60 ans, également touchées par le sentiment d'insécurité,
- ▶ des partenaires ayant un regard plus positif que les habitants, - qu'ils vivent ou non en Quartier de Reconquête Républicaine -, et plus en lien avec la Police de Sécurité du Quotidien.

Extrait du référentiel de suivi et d'évaluation de la PSQ

Impacts visés	Réussites attendues
L'amélioration de la relation régulière avec les habitants et les acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> • Une disponibilité de la PSQ • Une présence adaptée et visible • Des espaces et temps d'échange avec les habitants et les acteurs (aller vers, rencontre les acteurs) • Une communication plus forte sur les actions menées • Une compréhension mutuelle accrue • Une lisibilité de l'action menée par la PSQ • Un pilotage co-produit
L'effet sur la délinquance et les incivilités	<ul style="list-style-type: none"> • Des moyens qui doivent être adaptés (présence, effectifs dans la durée) • Des lieux d'interventions • Du sentiment d'insécurité (faits, sentiment des habitants).
L'extension de la PSQ et/ou des modalités d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> • Une évolution plus globale des pratiques dans toutes les polices avec la volonté d'améliorer la relation police-population
La cohérence globale	<ul style="list-style-type: none"> • Une harmonisation des pratiques au sein du commissariat • un élargissement du périmètre d'intervention



Perspectives 2020

- Poursuite de l'appui à l'animation du comité de suivi et d'évaluation,
- Organisation de temps de travail consacrés à la tranquillité publique et à la tranquillité résidentielle avec notamment les interventions de Jacques de Maillard (Sociologue au CESDIP) et Virginie Malochet (Sociologue à l'Institut Paris Région).

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ♡



L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la Politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser, promouvoir l'égalité, amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits... tout en la pensant de manière plus sectorielle, sous l'angle de la santé, de l'éducation, par exemple, ou à partir des publics, comme la jeunesse.

➤ Accompagnement à la promotion et à la prévention de la santé

Groupe d'échanges des coordonnateurs santé (ASV/CLS/CLSM)

Le groupe des coordonnatrices ASV-CLS-CLSM représente un collectif d'une quinzaine de personnes. Ce dernier co-définit annuellement les besoins de renforcement et objets d'étude qu'il souhaite traiter. En 2019, il s'est réuni sur 6 demies journées, et a traité les sujets suivants :

Avril à décembre
6 demi-journées
28 participations en
cumulé

Temps 1 : Contrat Local de Santé 2 et offre de soins :

- ▶ présentation de la nouvelle méthodologie CLS2 par Lorna Colclough, Responsable du département promotion de la santé et réduction des inégalités à l'ARS, DD 95 (cadre général, discussions et pistes d'action) ;
- ▶ offre de soins et lutte contre la désertification (retour rencontres élus du 95, approfondissement sujet & schéma de travail collectif) ;
- ▶ présentation de projets locaux avec le Collectif Alimentation de Persan et le dispositif "Sportez-vous bien" à Villiers-le-Bel.

Temps 2 : Question d'approche complexe :

- ▶ comment aborder certains sujets sans être moralisateurs, tout en ayant un impact ? (ex: exemple : alcool/ addiction, hygiène corporelle, alimentation/ nutrition ...)
- ▶ quelle accroche pour certains publics et comment les atteindre ? (adolescents/ sexualité sénior/ santé des aidants/ les "invisibles").

Temps 3 : Compétences Psychosociales (CPS) :

Rencontre entre les ASV/CLS/CLSM de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise avec Promosanté IDF et Profession Banlieue, pour échanger sur les compétences psychosociales, sensibiliser au sujet, porter un regard sur les actions des territoires et recenser les besoins de renforcement en la matière.

Temps 4 : Parole des habitants et promotion de la santé dans les projets urbains :

Groupe élargi ayant regroupé des professionnels de la gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP), rénovation urbaine, Politique de la ville, démocratie participative.

Cet atelier, organisé avec Fabrique Territoires santé - avait vocation à recueillir une diversité de points de vue et recommandations sur le sujet. 3 principaux volets ont rythmé les échanges :

- ▶ la participation des habitants au projet urbain ;
- ▶ l'intégration de la santé dans le projet urbain ;
- ▶ les modalités de travail et d'articulation entre les services santé et urbanisme/rénovation urbaine/GUSP.

Temps 5 : Perspectives de chantiers 2020 (parmi les plus saillants) :

- ▶ projet territorial de santé (PTS) ;
- ▶ ingénierie et gouvernance CLS2 : retour d'expérience et animation à venir ;
- ▶ offre de soins & lutte contre la désertification : consolidation d'une stratégie commune ;
- ▶ outil collaboratif interne au groupe : partage d'outils et supports.

Rencontre thématique : Santé, environnement et aménagement durable

Le Pôle ressources, en partenariat avec l'ARS et l'ADEME, a proposé une rencontre d'information et de présentation de l'Appel à Manifestation d'Intérêt Santé, Environnement et Aménagement Durable (AMI SEAD 2) qui vise à encourager le développement de projets favorables à une meilleure qualité de vie dans l'environnement urbain pour les collectivités du Val d'Oise et les aménageurs publics ou privés.

19 février
1 demi-journée
11 participations



Avec : Evelyne JEAN-GILLES, Chargée de développement de projets évaluation d'impact en santé à l'ARS Île-de-France ; Natacha MONNET, Chargée de mission Villes & territoires durables, ADEME.

Rencontres thématiques : Offre de soins et attractivité médicale

Le Pôle ressources et Initiative 95 ontco-organisé deux rencontres thématiques croisant la problématique de l'offre de soins, l'aménagement et la stratégie économique. L'occasion pour Initiative 95 de présenter son nouveau dispositif « Prêt Santé Initiative (PSI) » qui vise à soutenir l'implantation et/ou le maintien de l'offre de soins de proximité dans les territoires. Ce temps a été l'occasion d'entendre le témoignage d'une jeune orthopédiste ayant bénéficié récemment du dispositif, permettant d'illustrer les besoins des jeunes cadres libéraux de santé en matière de soutien financier à leur installation. Enfin, le Pôle ressources a proposé un état des lieux de l'offre de soins et des interlocuteurs clefs en Île-de-France et dans le Val d'Oise et participé aux discussions avec la salle.

18 et 19 avril
2 demi-journées
Participation : NC



Avec : Cyril BARABAN, Directeur général d'Initiative 95 ; Daniel FARGEOT, Président de l'Union des maires du Val d'Oise.

Soirée des élus et des directions : La santé dans toutes les politiques

La santé dans toutes les politiques (OMS, 2013) est une approche visant à prendre en considération les enjeux de santé dans l'ensemble des politiques publiques menées dans les territoires afin d'améliorer la santé de la population. Elle anticipe de manière systématique les conséquences sanitaires des décisions tout en cherchant une cohérence globale et des synergies afin d'agir positivement sur la santé et le bien-être des populations. Dans un contexte où cette entrée intersectorielle est utilisée de façon croissante, l'association nationale "Elus Santé Publique & Territoires" en a présenté les principaux éléments de cadrage.

13 mai
1 demi-journée
25 participations

Puis, en guise d'illustration, l'ARS Île-de-France a partagé les fondamentaux de l'Urbanisme Favorable à la Santé et l'AMI SEAD 2 porté avec l'ADEME dans le cadre de projet d'aménagement structurant. Enfin Initiative 95, a présenté son nouveau dispositif « Prêt Santé Initiative (PSI) ». La rencontre a réuni des directions et élus de collectivité de secteurs variés représentés (aménagement, habitat, action sociale, politique éducative, Politique de la ville, vie associative, direction générale de services...) pour qui la question de l'offre de soins et stratégies d'attractivité médicale est un enjeu majeur. Si 80 % des besoins en santé des populations dépendent principalement des questions de prévention, les 20 % reposant sur les questions d'offre de soins constituent les bases solides de la première.



Avec : Cyril BARABAN, Directeur général d'Initiative 95 ; Frédérique MARSELLI, Coordinatrice de l'Association nationale - Elus santé publique et territoire ; Nicolas NOTIN, Chef de projet Grand Paris - Urbanisme favorable à la santé, ARS Île-de-France.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Appui-Accompagnement : Coopérative acteurs santé Nutrition Est Val d'Oise (Focus Group)

Mars à novembre
16 demi-journées
150 participations en cumulé

Initiées dans le cadre du Plan régional de santé d'Île-de-France 2018-2022 (PRS2), les coopératives d'acteurs santé sont des interventions en promotion de la santé qui s'articulent en complémentarité avec les dispositifs existants (Contrat local de santé - CLS, Conseil local de santé mentale - CLSM, Atelier santé ville - ASV...) sur des thématiques peu ou pas investies ou complexes à mettre en œuvre au niveau local.

Inscrites dans une logique de parcours de santé globale - de l'accès aux droits à l'accès aux soins -, les coopératives sont animées et coordonnées par les délégations départementales de l'Agence Régionale de Santé. Co-construites avec l'ensemble des acteurs locaux concernés, elles intègrent la participation active des habitants-usagers-citoyens et visent au maillage des acteurs et actions de proximité à des échelles intercommunales.

La Genèse de la coopérative et des focus group habitants : La coopérative d'acteurs Est Val d'Oise dédiée à la nutrition est issue de la volonté d'un consortium d'une vingtaine de partenaires locaux des 5 collectivités (Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel) d'investir cette thématique en 2018, compte tenu de la prévalence élevée d'indicateurs négatifs localisés. Par ailleurs, face aux difficultés d'impliquer les parents d'enfants bénéficiant d'actions de la coopérative, alors même que cela est recommandé pour un meilleur impact des actions, la coopérative a mandaté le Pôle ressources afin de recueillir la parole desdits parents, de mars à octobre 2019. Ce recueil a été réalisé sous la forme de « Focus Group », dédiés aux représentations liées à l'alimentation, nutrition et activité physique au sein de leur foyer, puis à l'exploration de pistes d'actions potentielles vers lesquelles s'orienter. Au total, 12 structures se sont mobilisées (villes, écoles, centres sociaux, parents relais, maisons de quartiers, épicerie sociale) - pour constituer 8 groupes de parents représentant un panel final de 87 habitants. A partir des questions induites par les hypothèses de la coopérative, une grille d'entretien s'est dessinée. A chaque groupe, le même protocole : un entretien semi-directif sur 6 thématiques : alimentation, approvisionnement, restauration collective et école, jardinage, activité physique, information/ communication) et un brainstorming collectif pour l'émergence d'idées et la formulation d'actions pouvant être mises en place pour répondre aux problématiques repérées.

Plus de 25 recommandations et une suite à (co)écrire : Au fil des 7 thématiques, un certain nombre de constats ont ainsi été dressés à partir desquels 25 recommandations d'actions ont émergé. Une synthèse des résultats a été présentée aux parents et partenaires en octobre dernier, et un livrable détaillé de 50 pages a été remis aux membres de la coopérative. Parmi les propositions d'actions, 4 éléments sont transverses : coconstruire avec les habitants 1) ; actions infra-communales et interservices (cantine, sport, aménagement...) (2) ; en lien avec les communes et l'Éducation nationale (3) ; agir sur l'offre de proximité (4). Les idées ne manquent pas : Défi top chef « kebab équilibré », semaine zéro déchets, activités sportives intergénérationnelles... Les focus group habitants se réuniront à nouveau début janvier 2020 pour plancher sur la suite. Le défi est de taille, car il s'agit de sélectionner 1 à 3 actions qui seront co-construites et mises en place avec les parents et les partenaires de proximité à l'horizon de septembre 2020. Concernant les autres recommandations, il appartiendra au comité de pilotage et à la maîtrise d'ouvrage de se positionner pour porter la voix des habitants (qualité de l'offre commerciale, restauration collective, rapprochements pédagogiques - école, périscolaires, partenaires de proximité et collectivités...). En cela, les Cités éducatives, qui se développent par ailleurs sur le territoire, peuvent constituer un excellent levier d'action.

Une fiche expérience a été réalisée en décembre 2019 sur le sujet

<https://poleressources95.org/cooperative-dacteurs-nutrition-est-val-doise-de-la-comprehension-des-habitudes-alimentaires-a-la-co-construction-dactions-avec-pour-les-habitants/>



La seconde phase de la démarche se poursuivra au cours de l'année 2020

A titre d'exemple, les habitants et professionnels de la coopérative d'acteurs de l'Est Val d'Oise se sont réunis le 7 janvier 2020 pour travailler ensemble sur une dizaine d'actions à co-construire, regroupées autour de trois axes : se challenger autour de l'équilibre alimentaire ; s'informer et se repérer ; jardiner, et bouger.

Cette matinée d'échanges réunissant des représentants des cinq villes - Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel - a permis, à l'aide d'un débat mouvant, de réfléchir à leur importance et à leur faisabilité.

Trois actions se sont démarquées : un défi cuisine intergénérationnel ; la mise en place d'Opticourses visant à améliorer les paniers d'achat des familles ainsi que des petits déjeuners traditionnels ; Manger Bouger équilibré puis jardiner. Des ateliers suivant la même trame sont prévus dans les 5 villes afin de peaufiner ces actions pour les déployer avec les habitants dans les villes concernées. Cette phase de co-construction se poursuivra, à partir de septembre 2020, par une phase de mise en œuvre de ces actions.

Livrable de restitution au Parents, octobre 2019, 26 diapositives

Ce rendu a pour vocation à rendre compte de la démarche (méthodologie, déroulé) mais également de présenter de façon synthétique la recension des habitudes alimentaires et représentations sociales afférentes à la nutrition et à l'activité physique dans les foyers autour de 7 thématiques investies durant les focus group.

Livrable scientifique, novembre 2019, 50 pages

Ce rendu a pour vocation à rendre compte de la démarche (méthodologie, déroulé, aléas de mise en œuvre) mais également d'analyser de façon croisée la recension des habitudes alimentaires et représentations sociales afférentes à la nutrition et à l'activité physique dans les foyers. Les propositions émanant des FG sont également développées en terme de faisabilité. Enfin, parallèlement aux réponses formulées quant aux hypothèses de départ, un regard critique et des préconisations sont apportés dans la perspective de la poursuite de la démarche.



Perspectives 2020



- Poursuite de la démarche coopérative acteurs nutrition,
- La santé dans toutes les politiques : sensibilisation élus et directions,
- Santé inclusive et communautaire (démarches partenariales),
- Élargissement des groupes d'échanges des acteurs de la santé aux Yvelines et aux Hauts-de-Seine.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation à la réunion de l'ARS 95 et du Crips concernant leur recension des actions de sensibilisation menée en termes de prévention de la radicalisation, 28 mars,
- Participation au Marathon ODD de la Fonda - contribution à l'atelier santé inclusive, 18 et 19 juin.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

► Une société ambitieuse pour sa jeunesse

Construire une société porteuse d'une réelle ambition éducative induit l'activation de leviers multiples, impliquant tout aussi bien les acteurs de l'éducation dans ses différentes acceptions (scolaire, populaire...), que ceux de la parentalité et de la jeunesse. Coordonner, interroger les pratiques, médiatiser les « frottements » entre des univers professionnels différents constituent des enjeux clés pour développer les convergences en faveur de la jeunesse des territoires.

Accompagnement des Programmes de Réussite Éducative : Groupe d'échanges des référents de parcours des PRE

Janvier à décembre
5 demi-journées
41 participations en cumulé

Le groupe de travail des référent.es de parcours animé par le Pôle ressources depuis la création des Programmes de Réussite Éducative constitue un espace d'échanges pour les professionnels, avec pour enjeux le croisement des questionnements et pratiques, dans une optique d'interconnaissance. Il est aussi l'occasion d'accueillir les « jeunes » professionnel.les qui prennent leurs fonctions alors que les départs et arrivées au sein des équipes sont fréquents (autour de 40% des référent.es de parcours ayant participé au groupe de travail ont moins de 2 ans d'ancienneté) impliquant de forts enjeux de professionnalisation. Au cours de l'année 2019, les référent.es de parcours, - mais également quelques coordinateur.trices -, se sont réunis à 4 reprises à Eaubonne, Pontoise, Carrières-sous-Poissy et Deuil-la-Barre. Pour la première année, il a concerné des professionnel.les du Val d'Oise et des Yvelines, soit 30 référent.es de parcours et coordinateur.trices différent.es, -issu.es de 17 P.R.E. (Bezons, Carrières-sous-Poissy, Poissy, Cergy, Eragny-sur-Oise, Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Goussainville, Guyancourt, Mantes-la-Jolie, Montigny-lès-Cormeilles, Persan, Plaine Vallée, Pontoise, Sarcelles, Soisy-sous-Montmorency, Villiers-le-Bel).

Pour cette année, il a été décidé avec les professionnel.les d'investir la question de la mobilisation des familles autour du parcours de leur(s) enfant(s). Les 4 rencontres ont ainsi été l'occasion de produire ensemble à partir de deux entrées, à savoir la manière dont le sujet se pose à chacun (Quelles difficultés rencontrées ? Quels défis en termes d'accompagnement ?) et les solutions mises en places (Quelles sont les ressources mobilisées par les P.R.E. pour mobiliser les familles ? Quels points d'appui ? Quels outils ?).

5 enjeux/ défis ont ainsi été identifiés pour mobiliser les familles :

- ▶ gagner l'adhésion ;
- ▶ aider à se repérer ;
- ▶ répondre à l'urgence ;
- ▶ médiatiser la relation école, famille, enfant ;
- ▶ accompagner vers une aide.

Ce travail a fait l'objet d'une synthèse réalisée avec les référents de parcours au fil des rencontres et mettant en perspective de ces défis les organisations et pratiques professionnelles. Elle sera publiée au premier trimestre 2020.

Accompagnement des Programmes de Réussite Éducative : Animation du réseau des PRE du Val d'Oise

Avril à décembre
3 rencontres
55 participations

A la demande des services de la Préfecture du Val d'Oise, et en lien avec la déléguée du Préfet en charge du sujet des PRE, le Pôle ressources a organisé 3 rencontres réunissant les coordinateur.trices et les référent.es de parcours des PRE du département ainsi que plusieurs délégué.es du Préfet. Au-delà des enjeux de mise en réseau, ces rencontres ont été l'occasion de partager autour de la mise en œuvre des Équipes pluridisciplinaire de soutien (EPS) qui constituent l'un des piliers du dispositif. Ces rencontres ont permis d'établir une « fiche repère » consacrée aux EPS, permettant d'en poser les objectifs, les conditions de réussite et points de vigilance en termes de mise en œuvre, des sources d'inspiration au niveau des pratiques ainsi que des éléments d'auto-évaluation. Elle sera diffusée au premier trimestre 2020.

Lancement des cités éducatives

Dans un contexte marqué par la labellisation des Cités éducatives et la réalisation du programme d'action 2020-2022, le Pôle ressources s'est particulièrement investi sur le sujet en mettant en place une approche adaptée à chacun des 3 départements couverts par l'association.

En Yvelines

Dans le département des Yvelines, le Pôle ressources a appuyé les services de la Préfecture et la DSDEN dans l'organisation d'une rencontre qui s'est tenue en amont de la remise des dossiers de labellisation. Ce temps visait ainsi à s'approprier un dossier comportant des attendus en termes de diagnostic, d'objectifs (croisant ceux des stratégies territoriales, du programme national des Cités éducatives et de la rectrice de l'Académie de Versailles), de gouvernance, d'évaluation et budgétaire. Réunissant à la fois les collectivités (Élus, techniciens), les chef.fes d'établissement, la CAF des Yvelines, les services de l'Etat (DDCS, délégués du Préfet), il a permis de partager des réussites propres aux 4 territoires concernés dans le département (Chanteloup-les-Vignes, Les Mureaux, Mantes-la-Jolie, Trappes) et d'échanger avec notamment Vincent Lena (coordinateur national du programme des Cités éducatives) et Nadette Fauvin (coordinatrice régionale du programme des Cités éducatives auprès du Préfet de région Île-de-France).

Mai
1 demi-journée
Participations : NC

En Hauts-de-Seine

Dans les Hauts-de-Seine, l'action du Pôle ressources s'est concentrée sur la seule cité éducative nationale du département qui concerne la ville de Gennevilliers. L'accompagnement s'est ainsi traduit par une participation aux réunions de l'équipe projet (Ville, Préfecture, Education nationale) notamment dans la phase de conception du programme d'action 2020 - 2022 ainsi que pour la structuration et l'animation de la journée de lancement, qui a réuni plus d'une centaine d'acteur.trices locaux dont quelques parents. Organisée de manière interactive et participative, les échanges et débats feront l'objet d'actes réalisés par le Pôle ressources et qui seront diffusés au 1er trimestre 2020. Ils seront l'occasion de revenir sur le sens de la cité éducative, les enjeux de coopération, la question des moyens tout en pointant tous les attendus que le programme fait naître localement ainsi que les défis à relever.

Septembre à décembre
1 demi-journée
100 participations

En Val d'Oise

En lien avec les services du Pdec du Val d'Oise, le Pôle ressources a animé un séminaire départemental en 4 étapes qui a réuni les copilotes des cités éducatives mais également des partenaires locaux (services des collectivités, associations, coordinateurs REP, intercommunalité) et institutions (CAF du Val d'Oise). Les deux premières rencontres, en juin 2019, ont été l'occasion d'accompagner les cités éducatives dans la formulation de leurs objectifs et la structuration de leur gouvernance en vue de renseigner les dossiers de candidature. Présidées par le Préfecture et la DSDEN du Val d'Oise, elle ont permis aux 3 villes concernées (Garges-les-Gonnesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel) et plus particulièrement aux pilotes, d'initier un travail en commun tel que souhaité dans le cadre du programme national. Les échanges organisés en plénière mais aussi et principalement par la ville ont fait l'objet d'une capitalisation via un « drive » partagé avec les participants. Les deux autres rencontres, à l'automne, ont été consacrées à la construction du programme d'action 2020-2022 dans une optique de mise en dialogue des 3 cités éducatives afin de se nourrir des réflexions dans les territoires voisins. Par ailleurs, la 4ème rencontre a permis une présentation mutuelle et croisée des cités éducatives et de plusieurs récipiendaires du « tremplin asso » (appel à projet national) susceptibles de renforcer les projets locaux.

Juin à décembre
4 demi-journées
170 participations en cumulé

Journée de la cohérence éducative - la communauté éducative face aux vulnérabilités

Cette journée d'études est organisée dans le cadre d'une dynamique collective rassemblant des acteurs éducatifs variés agissant dans le Val-d'Oise : Pôle ressources Ville et développement du Val-d'Oise, Canopé Val-d'Oise, DSDEN du Val-d'Oise, Aide et Action, Afavo, AFEV 95, Cahiers pédagogiques, CIJ 95, Clémi Versailles, École de la 2e chance 95, École et Famille, FCPE 95, Francas 95, Ligue de l'enseignement 95, MGEN...

1er octobre
1 journée
67 participations

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Organisée depuis 2012 chaque année, cette rencontre ambitionne de croiser les regards des acteurs éducatifs autour d'une thématique donnée, et de réfléchir aux complémentarités et cohérences entre acteurs. A l'occasion des 30 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant, et notamment du « droit de l'enfant à l'éducation » (article 28), cette journée s'est intéressée au sujet des vulnérabilités dans une optique d'appropriation (parle-t-on de publics vulnérables ou de publics empêchés ? de qui parlons-nous ? qu'est-ce qu'une vulnérabilité ?) et d'amélioration du lien entre les acteurs (institutions, associations, collectivités...). Pour cela ont alterné des temps pléniers, des échanges en sous-groupes et des partages d'expériences et solutions.



Avec : Michel BESSE, ATD Quart Monde, Catherine CHABRUN, Vice-présidente de Défense des enfants international France et Coordinatrice du collectif Agir Ensemble pour les Droits des Enfants, Stéphane HARZIK, CASNAV 95, FRANCAS 95, APIREF, PRE de Garges-lès-Gonesse, Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

Culture et pouvoir d'agir des jeunes

De 2016 à 2018, durant 3 ans, le Pôle ressources, en partenariat avec les fédérations valdoisiennes des centres sociaux et des MJC ainsi qu'avec le CIJ 95 ont mené une démarche visant à questionner les pratiques professionnelles des acteurs de la jeunesse au regard de la question du pouvoir d'agir, tout en les articulant aux sujets de citoyenneté, de santé et de culture. Ces travaux ont abouti à une rencontre départementale, qui s'est tenue en septembre 2018 à Sannois et a réuni plus de 300 participants. Fort de l'organisation de cette journée et des échanges tenus, il a été mis en évidence l'intérêt de creuser l'entrée culturelle, qui est investie, directement ou indirectement, par l'ensemble des acteurs (les Missions locales, les services jeunesse, les centres sociaux, la prévention spécialisée, la protection de l'enfance, les Foyers de jeunes travailleurs, les Programmes de réussite éducative...). Aussi, 3 ateliers ont été proposés à partir de l'entrée des droits culturels, - définis dans la déclaration de Fribourg et inscrits dans la loi NOTRe -, qui visent à garantir aux populations leurs libertés d'expression culturelles et artistiques. Menés avec le concours de Jean-Pierre Chrétien Goni, - Maître de conférence et Metteur en scène au CNAM et membre du réseau Culture 21 -, ces rencontres ont permis une réflexion autour des droits culturels tout en les éprouvant de manière pratique à travers l'analyse d'actions développées par les participants.

1er octobre
1 journée
67 participations

Ces travaux ont permis de mettre en évidence les difficultés à travailler le pouvoir d'agir des personnes et plus particulièrement des jeunes, les écueils se cachant souvent dans les détails (postures, place accordée à la parole de tout.e.s y compris les partenaires, temporalité, communication...). L'ambition d'écriture analytique des actions n'a pu être tenu au regard du temps imparti mais cette démarche a été l'occasion pour les participants de témoigner de l'intérêt de temps réflexifs sur les pratiques.



Avec : La fédération des centres sociaux du Val d'Oise ; le CIJ 95 ; Jean-Pierre CHRÉTIEN GONI, Maître de conférence et metteur en scène au CNAM, membre du réseau Culture 21.

► Médiation sociale

La médiation sociale est une pratique singulière, issue des quartiers populaires, visant notamment à faciliter le lien entre les habitants et le lien entre habitants et institutions. Née de manière spontanée, elle se structure progressivement avec notamment la réalisation d'une norme AFNOR tout en étant soutenue institutionnellement, notamment par l'Etat à travers le dispositif « Adultes relais » dédié aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Cette modalité d'intervention au-delà d'une fonction « d'apaisement » constitue un élément important pour assurer l'accès aux droits des habitants. Dans un contexte marqué par un engagement renforcé de l'Etat sur un dispositif qui allie enjeux de médiation sociale dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville et d'insertion professionnelle, le Pôle ressources a appuyé la Préfecture des Yvelines dans le Mantois (Limay, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-ville). Convaincu de l'intérêt de mettre en réseau employeurs et Adultes relais, les services de l'Etat ont ainsi initié 2 temps, l'un en direction des employeurs sous la forme d'un comité de pilotage, le second en direction des adultes relais dans le cadre d'une journée dédiée.

Comité de pilotage des employeurs des adultes relais du mantois

Ce premier temps a été l'occasion de présenter l'ambition portée par les services de la Préfecture, avec l'appui du Pôle ressources, autour de la mise en réseau et la qualification des Adultes relais de Limay, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville. Au-delà, il a été question du dispositif d'un point de vue historique et plus spécifiquement dans les Yvelines, de son évolution, des droits et devoirs de l'employeur, de son exigence en termes de formation. Ce dernier point a été particulièrement mis en avant, que ce soit autour de l'objet premier de l'action des adultes relais, à savoir la médiation sociale, qu'autour des projets d'avenir personnels des adultes relais. Ce temps a permis par ailleurs de vérifier l'intérêt de ce type de rencontre par les employeurs (collectivités, associations) pour qui cette interconnaissance apparaît nécessaire.

5 novembre
1 demi-journée
17 participations

Avec : Djilali BOUDINA, Conseiller Insertion-Emploi auprès de Mode d'Emploi, Aline CAUWEL, directrice de Mode d'Emploi, Mamouna DIAO, Consultante au cabinet Conseil MDF, Michel GARCIA, Délégué du Préfet des Yvelines, Valérie TIRARD, Chargée de Mission Politique de la ville à la DICAT - Préfecture des Yvelines.

Séminaire des Adultes relais du Mantois

Ce séminaire, organisé par le délégué du Préfet du territoire, - premier du genre dans le Mantois -, a été l'occasion de mettre en réseau les Adultes relais des villes de Limay, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-ville. Les 20 médiateurs présents ont ainsi pu faire connaissance et échanger autour de leurs pratiques respectives. Par ailleurs, cette journée a été conçue pour favoriser le lien avec des acteurs locaux œuvrant dans le champ de la tranquillité publique. Ainsi M. Christophe Lahsen, Délégué Cohésion Police Population (DCPP) et M. Pascal Huar, Chef du service prévention de la ville de Mantes-la-Jolie ont pu, tout en présentant leurs actions, mettre en avant leurs regards et attentes sur les enjeux de médiation. Enfin, un temps mené par Philippe Pradère, Délégué du Préfet des Yvelines, a été consacré au sujet des Valeurs de la république et de la laïcité en lien avec le plan de formation national. Au-delà du contenu, cette rencontre a permis aux adultes relais de partager leurs attentes dans le cadre de futures rencontres. Ainsi, a été mis en avant l'intérêt d'échanger sur les pratiques ainsi que sur l'ancrage des médiateurs sur le territoire : Comment être mieux repéré et considéré ? Comment mieux appréhender le réseau d'acteurs ? Les participants ont également affirmé l'intérêt de mettre au travail l'après dispositif et donc leur futur d'un point de vue professionnel.

17 décembre
1 journée
20 participations

Avec : Michel GARCIA, Délégué du Préfet des Yvelines ; Pascal HUARD, Chef du Service prévention à la Mairie de Mantes-la-Jolie ; Christophe LAHSEN, DCPP au Commissariat de Police de Mantes-la-Jolie ; Philippe PRADÈRE, Délégué du Préfet des Yvelines ; Valérie TIRARD, Chargée de Mission Politique de la ville à la DICAT - Préfecture des Yvelines.

Perspectives 2020



- Poursuite de l'animation du réseau des référents de parcours Yvelines/Hauts-de-Seine/Val d'Oise, et du réseau des PRE du Val d'Oise,
- Développement d'un réseau des PRE des Hauts-de-Seine,
- Appui accompagnement au suivi et à l'évaluation de la cité éducative de Chanteloup-les-Vignes (78),
- Participation aux réunions de l'équipe projet de la cité éducative de Gennevilliers (92),
- Appui aux cités éducatives régionales dans les Hauts-de-Seine,
- Poursuite du séminaire départemental consacré aux cités éducatives du Val d'Oise,
- Appui accompagnement des cités éducatives du Val d'Oise pour le suivi et l'évaluation de leurs projets,
- Cycle de qualification consacré à l'évaluation d'impact des coopérations éducatives,
- Une dixième journée de la cohérence éducative consacrée au thème l'orientation.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Séminaire régional de lancement des cités éducatives, 13 mai, Paris,
- Officialisation des cités éducatives franciliennes, 10 septembre, Paris,
- Journée régionale des cités éducatives franciliennes, 15 octobre, Paris,
- Animation des assises de l'éducation et de la jeunesse de la ville de Villeneuve-la-Garenne, 20 novembre, Villeneuve-la-Garenne.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

► Promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations

Cycle de formation aux Valeurs de la République et Laïcité

Le Pôle ressources a engagé, depuis 2016,, un important travail de clarification du principe de laïcité en participant au déploiement de la formation nationale « Valeurs de la République et laïcité ». Jusqu'alors, 14 sessions de 2 jours ont été mises en place dans l'ensemble du Val d'Oise, ouverte aux acteurs œuvrant au sein des quartiers populaires du département.

Janvier à octobre
20 demi-journées
84 participations

Les résultats de ces formations ont été très positifs, avec des participants passant généralement d'une vision partielle ou négative de la laïcité, à un regard plus apaisé, au gré des échanges et des réflexions sur les postures professionnelles. Plusieurs participants ont malgré cela témoigné de leur difficulté à porter le sujet auprès de leurs publics, hiérarchies, collègues à la suite des formations, car étant trop souvent " isolés ". Aussi, l'approche du Pôle ressources a évolué pour proposer depuis 2018 des sessions territorialisées à l'échelle des villes, - en s'appuyant sur les équipes Politique de la ville, libres de réunir leurs partenaires locaux - ou à l'échelle de structures associatives.

Ainsi, en 2019, 6 sessions ont été mises en place :

- ▶ 2 à destination des professionnels de la Sauvegarde du Val d'Oise ;
- ▶ 3 à destination de collectivités (Persan, Taverny, Villiers-le-Bel).



Avec : la fédération des centres sociaux du Val d'Oise

Groupe de travail sur la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations

La mise en œuvre de politiques locales en matière d'égalité réelle s'appuie sur la rencontre entre des volontés politiques affirmées et des acteurs engagés en proximité (agents de l'État, techniciens des collectivités et institutions, associations, habitants, collectifs). A l'échelle du Val d'Oise, les démarches en la matière demeurent assez rares et seule la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France s'est, pour l'heure, engagée dans la démarche de création d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations - document stratégique adossé au contrat de ville -, tandis que l'égalité femmes-hommes demeure bien souvent restreinte à l'entrée des violences faites aux femmes. Pour autant, des volontés existent, incarnées notamment par différents acteurs au sein du département. Aussi, en partenariat avec la fédération des centres sociaux du Val d'Oise, un atelier dédié a été initié dès 2018 pour mettre en réseau ces acteurs, se renforcer mutuellement et porter plus efficacement les questions d'égalité.

Janvier à décembre
3 demi-journées
37 participations en cumulé

En 2019, les 3 ateliers organisés ont permis de partager dans un premier temps des définitions communes en distinguant les éléments relatifs aux inégalités et aux discriminations tout en établissant les liens entre ces notions. Dans un second temps, les participants ont identifié 4 grandes modalités d'action à partir des expérimentations mises en place :

- ▶ intégrer ;
- ▶ renforcer, mobiliser ;
- ▶ éduquer, s'éduquer ;
- ▶ adapter, palier, compenser... transformer.

Au-delà du travail de « classification », s'intéresser aux actions a permis d'interroger leurs visées, la manière elle pose la problématique, le rapport aux personnes discriminées qu'elles créent, leur capacité transformatrice et leur « popularité » à savoir la manière dont elles sont perçues par l'institution.



Avec : la fédération des centres sociaux du Val d'Oise

Appui au PTLCD de la CA Roissy Pays-de-France

Avril à décembre
4 demi-journées
121 participations en cumulé

En 2018, la Communauté d'agglomération Roissy Pays-de-France formalisait sa stratégie en matière de lutte contre les discriminations par le biais d'un Plan territorial de lutte contre les discriminations adossées au contrat de ville. A la suite d'un diagnostic réalisé, il a notamment été mis en évidence l'intérêt de mettre en réseau les acteurs de l'éducation et de l'emploi & de l'insertion professionnelle autour de cette thématique.

Deux groupes de travail ont ainsi été mis en place par la CA avec l'appui du Pôle ressources en termes de co-animation ainsi qu'un forum proposant notamment lors de la matinée l'intervention de Michel Kokoreff afin de cadrer la question des discriminations, suivi d'un speed meeting autour de démarches portées par la Mission locale Val d'Oise Est, l'association Etincelle, le collectif Fusion, le représentant du défenseur des droits intervenant sur le territoire.

Au-delà de la mobilisation qui se met progressivement en place, les deux groupes de travail ont notamment mis en évidence l'enjeu de définition tant pour les professionnels que pour les habitants ainsi que l'importance de travailler avec les employeurs du territoire, dans une optique visant à valoriser et soutenir les pratiques vertueuses.



Avec : Isabelle BERESSI, Conseillère régionale IDF, conseillère municipale et conseillère communautaire déléguée aux fonds européens ; Le Collectif Fusion ; Le Défenseur des droits ; Etincelles ; Sébastien JALLET, Préfet délégué pour l'égalité des chances du Val d'Oise ; Benoit JIMENEZ, Adjoint au maire de Garges-lès-Gonesse), Michel KOKOREFF (Sociologue, Université Paris 8, Directeur-adjoint du Cresspa-GTM - CRNS, la Mission locale Val d'Oise Est.

Perspectives 2020



- Poursuivre le groupe de travail égalité et lutte contre les discriminations, formaliser les travaux menés, porter la réflexion au-delà des participant.es,
- 2 sessions de formation VRL à destination des villes de Fosses/ Louvres et d'Ermont,
- 1 session VRL en lien avec la Mission locale de la Vallée de Montmorency,
- 1 session VRL d'une journée à destination des administrateurs de la Sauvegarde du Val d'Oise,
- Contribution à l'animation départementale mise en œuvre autour des Valeurs de la république et de la laïcité dans le Val d'Oise,
- Poursuite de la co-animation des groupes de travail en appui à la CA Roissy Pays de France.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ♡

Journée thématique : pour avancer vers l'égalité entre les filles et les garçons

Cette journée, organisée par l'Aroéven, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité Femmes/Hommes et le collectif de partenaires, dont le Pôle ressources, visait à une meilleure prise en compte de l'égalité entre les filles et les garçons dans les pratiques éducatives au quotidien, à permettre de l'intégrer dans un projet global et coordonné, à valoriser des actions en faveur de l'égalité entre les filles et les garçons et à faire réseau entre les acteurs du territoire sur ce thème. La matinée a ainsi été l'occasion de s'interroger sur les représentations, les stéréotypes, avec comme outil le théâtre-forum, dont l'animation a été assurée par l'association Paroles ! Arc-en-ciel théâtre. Une saynète, imaginée et travaillée en amont par le collectif de partenaires, a été jouée devant l'assemblée, qui pouvait ensuite décider de prendre la place d'un des protagonistes, pour montrer comment il aurait réagi. Ce moment, extrêmement participatif, a fait réfléchir, émergé des propositions pour lutter contre les préjugés de genre, tenaces. Puis, une table-ronde, animée par le Centre Hubertine Auclert, proposait à partir d'expériences de terrain, des repères pour une éducation égalitaire, avec par exemple, l'intervention de Thomas Urdy, Maire adjoint à l'urbanisme, l'environnement et la qualité de vie à Trappes, qui a présenté la démarche de la ville de réaménagement d'une cour de récréation pour favoriser la mixité filles-garçons. L'après-midi, 8 ateliers animés par des professionnel.le.s engagé.e.s dans le champ de l'éducation à l'égalité filles-garçons, étaient proposés.

24 septembre
1 journée
195 participations

♡
Avec : Pauline BOURCE, Directrice du Centre Socio-Culturel François Rude à Ermont ; Laila BENHALLAM MEKKAOUI, Principale adjointe au Collège Albert Camus à Argenteuil, au côté de Anne MOREIL, Responsable du service de coordination des actions éducatives au Conseil départemental ; Stéphanie AUGIS, Enseignante et référente égalité au Lycée Paul Emile Victor Hugo à Osny ; Thomas URDY, Maire adjoint à l'urbanisme l'environnement et qualité de vie à Trappes ; Amandine BERTON-SCHMITT, Chargée de mission éducation au centre Hurbetine Auclert ; association le jeu pour tous ; Du côté des femmes ; Fédération des centres sociaux du Val d'Oise ; Lire égaux ; association collectif masque ; association Jeune & engagé ; des lycéens et leur enseignante référente à l'égalité.

Groupe de travail du Grenelle départemental des violences faites aux femmes

Le Grenelle des violences faites aux femmes, décliné aux niveaux des départements, a été lancé pour le Val d'Oise le 5 septembre 2019, via une première réunion de mobilisation départementale. Organisée par la préfecture, elle a mobilisé 50 participants, et visait à fédérer territorialement un maximum d'acteurs de tous les champs autour de cette problématique. Au niveau du Val d'Oise, 4 thèmes ont émergés : la mise à l'abri des victimes ; la protection des victimes ; les enfants co-victimes ; la veille, la formation et les réseaux d'acteurs. Ainsi, le Pôle ressources a animé le groupe de travail, veille, formation et réseaux d'acteurs (le conseil départemental, celui des enfants co-victimes, et la préfecture les deux autres.) Plusieurs ateliers ont été animés sur ces 4 thématiques. Le Pôle ressources, lors du premier temps avec le groupe veille, formations, réseaux d'acteurs a identifié des besoins, des difficultés, freins ou blocages, puis évoqué des pistes et ressources.

Septembre à décembre
2 demies journées
23 participants

Un second temps a permis de valider ces éléments pour, ensuite, esquisser des « fiches projet » autour de la thématique de la veille, de la formation et des réseaux. Parmi les constats, le manque de formation pour la détection et l'orientation des victimes est souvent relevé, et, parmi les pistes d'action à mettre en oeuvre, la nécessité de mettre en place des temps de sensibilisation et de formation des acteur.trices de seconde ligne, afin de développer une culture commune et d'acquérir une posture professionnelle adaptée., revient beaucoup.

Ce travail a fait l'objet d'une restitution des propositions par les animateurs des groupes (Pôle ressources, conseil départemental du Val d'Oise, et préfecture) auprès du Préfet délégué pour l'égalité des chances et du directeur de la DDSC du Val d'Oise. Puis, plus largement, d'une présentation lors d'un comité local d'aide aux victimes (CLAV) spécialisé dans le cadre du grenelle, en présence notamment de la Présidente et du Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Pontoise.

Journée thématique : lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales : rencontre des acteurs locaux

26 novembre
1 journée
125 participations

Le phénomène des violences conjugales et intrafamiliales est un fléau qui touche toutes les classes sociales et tous les territoires. Au cours des dix dernières années, sous l'impulsion des pouvoirs publics et avec l'appui des partenaires associatifs, de nombreuses mesures et actions ont été développées pour traiter cette problématique... Néanmoins, l'actualité démontre que le phénomène reste prégnant. Dans ce contexte, la Préfecture du Val d'Oise, avec l'appui du Pôle ressources, a organisé une rencontre dédiée aux acteurs.trices du territoire pour tenter de cerner la réalité et la complexité du phénomène des violences conjugales et intrafamiliales, réfléchir aux façons d'y faire face, et permettre de mieux connaître le système d'acteurs.trices pour se mobiliser dans les territoires. Après une ouverture de la journée faite par le Préfet délégué pour l'égalité des chances, la Présidente du tribunal d'instance de Pontoise ainsi que le Procureur de la République, la matinée s'est déroulée sous un format de conférence populaire avec l'apport d'intervenant.e.s spécialisé.e.s de l'association Du Côté des Femmes et du CIDFF, sur les fondamentaux des violences faites aux femmes. La conférence, animée par l'association Paroles ! Arc-en-ciel théâtre, a permis aux participant.e.s de réfléchir et d'échanger autour de questions comme "comment instaurer un climat de confiance pour libérer la parole ?" ; "Comment être le plus réactif possible une fois le repérage réalisé et bien orienter la victime ?" ; ou encore "Comment prévenir, éduquer et impacter les plus jeunes ?" L'après-midi, 10 ateliers participatifs avec des acteurs.trices - intervenantes sociales en commissariat et gendarmerie, médecin d'une UMI, thérapeute... - qui interviennent quotidiennement auprès des femmes victimes de violences, étaient proposés, pour mieux appréhender leur rôle, leurs missions et la manière dont la prise en charge des femmes victimes de violences se déroule sur le territoire.



Avec : la Préfecture du Val d'Oise ; Du côté des femmes ; le CIDFF ; Paroles ! Arc en ciel théâtre ; et un panel d'acteurs du territoire (liste disponible au Pôle ressources.)



Matinée d'appui à la ville de Taverny pour réfléchir le sujet de l'égalité femmes/hommes transversalement

6 février
1 demi-journée
22 participations

Des élu.e.s, différents services de la ville - jeunesse, culture, prévention, vie associative... - se sont réunis pour réfléchir à intégrer le sujet de l'égalité femmes/hommes de façon transversale au sein des différents services. La matinée, organisée avec des méthodes d'intelligence collective et participative, a proposé un quizz, destiné à introduire et sensibiliser aux inégalités entre les femmes et les hommes, en termes d'emploi, d'occupation de l'espace public, d'éducation... des groupes ont été formés et invités à réfléchir à ce qu'ils voudraient mettre en place (pour les professionnel.le.s, dans les services et pour les tabernacien.ne.s) sur ce thème. Puis, chaque participant.e a sélectionné les trois projets qui lui semblaient les plus pertinents à mettre en oeuvre. Parfaire ses connaissances pour mieux maîtriser le sujet ou la nécessité de partir d'un socle commun à travailler ensemble pour poursuivre le travail à venir font partie des attentes des participant.e.s.



Perspectives 2020

- Organiser un temps de travail entre pair.e.s des chargé.e.s de mission égalité femmes/hommes sur le territoire du Val d'Oise, en lien avec la Préfecture (délégation départementale aux droits des femmes),
- Réaliser un panorama d'actions menées pour l'égalité entre les femmes et les hommes sur les territoires des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE



Puisque l'essence même du développement local est de s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitants, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Deux entrées ont été retenues en 2019. La première s'inscrit dans la continuité des années passées avec la volonté de (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique, sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale, permet la coopération territoriale. La seconde s'intéresse à l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes, avec d'une part le souci d'articuler l'économie et l'emploi et d'autre part, de soutenir des coopérations renouvelées pour aller vers les jeunes.

► Innovation sociale, Économie Sociale et Solidaire et coopérations territoriales

Appui-Accompagnement des Trophées de l'ESS et membre du jury

Novembre à décembre
3 demi-journées
Participation : NC

Pour cette troisième édition des trophées de l'ESS, impulsés par l'agglomération Roissy Pays de France, avec toujours 4 prix d'une valeur de 3000 euros, les thématiques spécifiques retenues portaient sur :

- Prix « Alimentation durable » décerné à l'association ACR (Agir Combattre Réunir) >> Projet primé « Coup de pouce au jardin pédagogique de Moussy-le-Neuf » ;
- Prix « Économie circulaire » décerné à l'association ASAC >> Projet primé « en selle pour la vélonomie » ;
- Prix « Mobilités inclusives » décerné ASM Val d'Oise Est (Association de Santé Mentale) >> Projet primé « Séjour pour les adhérents de l'atelier Bric à Broc » impulsé par le groupe Citoyenneté emploi du conseil local de santé mental (CLSM) Est Val d'Oise ;
- Prix « Coup de cœur des internautes » décerné à l'association RIVIERE AL KAWTAR >> Projet primé « OPTIMACC QPV ».

Le Pôle ressources a pris place activement à la démarche en appuyant l'élaboration du cahier des charges des trophées (choix des thématiques, critères et indicateurs) puis en tant que membre du jury au côté de l'agglomération, la Région Île-de-France, la DIRECCTE 95, l'ADESS 95, Initiative 95, Adil 77.

Appui-Accompagnement de Territoire French Impact et membre du collectif lauréat

Janvier à décembre
3 demi-journées
Participations : NC

Fin février, Christophe Hitier, Haut-commissaire à l'ESS et à l'Innovation sociale, a labellisé 20 territoires "French impact" dont le territoire de Roissy Pays de France. Pour rappel, ce label soutient des territoires pour lesquels des synergies d'acteurs émergent favorisant l'innovation sociale autour d'objets communs. Fort du dynamisme à l'œuvre en la matière au sein de l'agglomération depuis 10 ans, l'écosystème d'acteurs innovants de cette dernière a dessiné 3 défis stratégiques ambitieux pour les années à venir :

- 1- Développer une stratégie territoriale de l'alimentation durable : mise en place d'un schéma de gouvernance territoriale de l'innovation, développement d'une agriculture urbaine et durable.
- 2 - Mobilité inclusive : innover pour et avec les structures locales, accompagner au changement des comportements de mobilité et promouvoir les alternatives.
- 3 - Économie circulaire, vers un écosystème plus vertueux : promouvoir un réseau de ressourceries et développer une filière autour des déchets du BTP ; alimentation durable ; mobilité inclusive et économie circulaire.



Le Pôle ressources est membre du Collectif lauréat en tant que « facilitateur d'innovation sociale » aux côtés de l'ADESS 95, la région IDF et la Direccte UD 95. Les autres membres étant ceux de l'accompagnement à la création d'activité, à savoir : Initiative 95, Adil 77, Créative et CAE Port parallèle.

Lors de la remise du label national au niveau local, le Pôle ressources a animé la 2ème partie de la matinée avec :

- ▶ la présentation détaillée des défis pour lequel le territoire s'était distingué ;
- ▶ l'animation ensuite de la rencontre des entrepreneurs sociaux et solidaires au Pôle Solidaire.



Avec : Jean-Louis MARSAC, Maire de la ville de Villiers-le-Bel ; Fatima IDHAMMOU, Directrice de RER - Réseau d'Echanges et de Restauration ; Victor PECHEUX, Directeur du renouvellement urbain, habitat et logement, ville de Villiers-le-Bel ; Bruno DUMAS, Directeur général d'IMAJ ; Christophe HITIER, Haut-commissaire à l'ESS et à l'Innovation sociale ; Patrick RENAUD, Président de l'agglomération Roissy Pays de France.

Appui-Accompagnement : Membre du comité d'appui technique DLA, porté par Initiative 95

16 octobre
1 journée
14 participations

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) est destiné à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur de l'ESS. En tant que membre du comité d'appui technique du DLA porté localement par Initiative 95, le Pôle ressources participe autant que possible aux comités menés dans l'année. Cette instance consultative est chargée d'émettre un avis technique sur les diagnostics effectués, le plan d'accompagnement et les actions d'appui préconisées. Les membres du comité (acteurs associatifs, institutionnels, têtes de réseau...) affinent les diagnostics et apportent un regard complémentaire sur l'accompagnement proposé.

Rencontre thématique : ODD, associations et Politique de la ville : quelle(s) convergence(s) ?

28 mai
1 demi-journée
Participation : NC

En septembre 2015, les Nations Unies et ses États membres adoptaient le programme de développement durable intitulé « Agenda 2030 ». Recouvrant 17 objectifs de développement durable (ODD), il regroupe l'ensemble des enjeux communs de développement tels le climat, l'environnement, la lutte contre les inégalités, l'exclusion et les injustices, la prospérité économique, la paix, l'agriculture l'éducation, ou encore la santé. A l'échelle des nations, le défi est de taille : c'est à l'ensemble des acteurs (États, organismes publics, société civile et structures privées) de converger. Au niveau local, à l'échelle des quartiers : qu'en est-il ? Les acteurs en ont-ils connaissance ? Quelle(s) réalité(s) et mise en pratique possible ? Quels liens entre actions associatives et objectifs de développement durable ? Quels leviers pour une meilleure appropriation ? Après une présentation théorique des enjeux, les participants ont eu l'occasion, à travers un jeu de rôle, d'expérimenter la mise en place opérationnelle des ODD.



Avec : Bastien ENGELBACH, coordinateur des programmes à la Fonda.



SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Rencontre thématique : De la fourche à la fourchette : des leviers pour une gouvernance alimentaire territoriale !

4 décembre
1 demi-journée
Participation : NC

L'alimentation implique un écosystème d'acteurs large emmaillant la chaîne alimentaire (agriculteurs, transformateurs, distributeurs, industriels, associations, citoyens, collectivités) et concerne de nombreux enjeux territoriaux (économie locale, qualité de vie, transport, santé, cohésion sociale). Dans ce contexte, trois principaux défis sont à relever localement : relocaliser l'approvisionnement alimentaire public ; soutenir les réseaux alimentaires alternatifs, permettant de reconnecter consommateurs et producteurs et, pour finir, de construire une stratégie alimentaire locale. Dans cette perspective, le Pôle ressources, RER et l'agglomération Roissy Pays de France ont proposé une matinée pour enrichir et co-construire les pistes d'actions pour l'émergence d'un Projet alimentaire territorial (PAT) et le renforcement du défi alimentation durable du collectif Territoire French impact. Mêlant tout à la fois les entrées ESS, agriculture urbaine, boucle alimentaire, santé, réalités et aspirations citoyennes, cette matinée a permis de croiser les problématiques et approches sectorielles de l'alimentation, afin de faire converger les stratégies et énergies en la matière.

Après un témoignage des 5 ingrédients du PTCE Passerelle : Terres agricoles disponibles (1), Revalorisation des déchets alimentaires/ réduction du gaspillage alimentaire (2), Espace appropriable par la population (3), Agents économiques de la production/ transformation/ distribution (4), Transition vers de nouveaux comportements alimentaires (5), l'auditoire a eu l'occasion :

- ▶ d'investir un cadrage général des politiques publiques en matière d'alimentation durable (RTES, Plaine commune, CARPF),
- ▶ d'acter ce que l'on mange dans les foyers du territoire avec la restitution monographique de deux études (coopérative acteurs nutrition et Université de Versailles),
- ▶ de découvrir des coopérations naissantes sur le territoire (ateliers rencontres-croisées),
- ▶ Enfin, de réfléchir collectivement à partir des 5 ingrédients et des enseignements de la matinée des coopérations locales à approfondir pour une opérationnalité du défis alimentation durable du Territoire French Impact.



Avec : Benjamin MASURE, Coordinateur du PTCE Resto Passerelle / Directeur APPUI ; Patricia ANDRIOT, Vice-présidente, Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (RTES) ; Océane HERROU, Chargée de mission au Pôle Développement de l'ESS et de l'économie alternative, EPT Plaine Commune ; Valérie JARRIGE et Anne-Sophie RAMARD, Direction emploi, ESS & Politique de la ville, CA Roissy Pays de France ; Dorra BELAÏD, Agence Régionale de Santé IDF ; Yorghos REMVIKOS, Université de Versailles, Directeur du Master Sciences de la Santé, de l'Environnement, du Territoire et de la Société ; Soukeyna N'GOM, Responsable E2C 95 ; Jean SAMAT, Chargée Relation Entreprise, Formateur Techniques de recherche emploi E2C 95 ; Claude BREL, Directeur Général des Services, Ville de Mousy-le-Neuf ; Julie PHAM VIET SI, Responsable Développement et Commercialisation, Ingénieur Agronome ; Fatima IDHAMMOU, directrice de RER - Réseau d'Echanges et de Restauration.

Entreprenariat & quartiers : vers une approche globale de l'accompagnement

L'éco des quartiers n°2 - novembre 2019, 16p

Le Pôle ressources a activement contribué à la seconde publication dédiée au développement économique dans les quartiers du Réseau national des centres ressources Politique de la ville (RNCRPV). Le focus retenu cette année ? "Entreprenariat & quartiers : vers une approche globale de l'accompagnement". Y est retrouvé un cadrage national, appuyé d'un panel d'expériences et de ressources utiles, pour structurer des démarches d'appui à l'entreprenariat en faveur des territoires. (détails page 13)



Avec : les membres du "Club dévéco" RNCRPV - suivants : Cité Ressources - Pauline DZIKOWSKI ; Labo Cités - David GUILLERM ; Pôle ressources Ville et développement social - Sindy QUÉRÉ ; PQNA - Nicolas MANN ; Profession Banlieue - Nora BELLIL ; RésO Villes - Frédéric FRÉNARD.



► Accompagner les coopérations dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle

Le Pôle ressources travaille les questions relatives au développement économique et à l'emploi depuis plusieurs années, sous l'angle de l'ESS et de l'innovation sociale dans les quartiers, mais aussi de l'insertion professionnelle au travers, notamment, de la réalisation d'un guide des clauses d'insertion dans les marchés publics en 2015... Le Pôle ressources a commencé à réinvestir plus fortement cette thématique en 2018 - et plus spécifiquement sous l'angle de la jeunesse - avec un rapprochement des missions locales du Val d'Oise et un appui dans le cadre du PRJ. Cette thématique a pris véritablement de l'ampleur en 2019, avec :

- une rencontre des équipes des missions locales et le lancement d'un projet autour du recueil de la parole des jeunes vulnérables ;
- l'accompagnement des collectifs « Territoire zéro chômeurs de Longue Durée (TZCLD) » de Cergy et Bouffémont, Attainville, Moisselles (BAM) ;
- le lancement d'un cycle de qualification destiné aux acteurs de l'insertion.

Rencontre des équipes des missions locales du Val d'Oise

Construites avec une partie des équipes de direction, une rencontre des équipes des 7 missions locales du Val d'Oise a vu le jour en mars 2019. En effet, l'importance du chômage des jeunes dans les quartiers prioritaires, les mutations du monde du travail et le manque de lisibilité et de coordination entre acteurs de la jeunesse réinterrogent les pratiques d'accompagnement des jeunes. Le temps d'une journée, l'ensemble des équipes, soit 129 participants, s'est réuni pour mieux se connaître ; échanger sur leurs réalités et pratiques professionnelles, faire émerger des idées pour faire évoluer les accompagnements proposés aux jeunes. Après une matinée consacrée au partage et aux échanges autour de constats sur la jeunesse, le travail et l'orientation - animé au travers d'un quizz - faisant émerger les spécificités de la jeunesse reçue par les missions locales, l'après-midi s'est poursuivi avec 7 groupes de travail thématiques. Les équipes ont partagé les difficultés rencontrées et identifié des solutions sur les thèmes suivants : comment identifier les besoins des jeunes ; aller vers les jeunes ; donner envie de s'engager dans un accompagnement ; accompagner vers l'autonomie ; coopérer et développer les complémentarités avec d'autres acteurs ; impliquer les jeunes dans la vie de la structure ; et le dernier thème, spécifique aux équipes de direction : comment faire remonter les réalités de terrain auprès des décideurs. Les propositions ont été mises en commun à la fin de la journée sous forme d'exposition et l'ensemble de la journée a fait l'objet d'une restitution écrite.

16 mars
1 journée
129 participations



Avec : POWA, association qui développe des méthodes pour redonner du pouvoir d'agir aux jeunes et soutien ceux qui accompagnent les jeunes dans leur orientation.

Lancement du projet expérimental « Entendre la parole des jeunes vulnérables sur l'orientation et l'emploi »

Le lancement de ce projet, avec la Mission locale Vallée de Montmorency, a fait suite à la rencontre des missions locales du Val d'Oise. Ayant participé activement à l'organisation de cette rencontre, la mission locale a souhaité poursuivre, avec le Pôle Ressources, au travers d'un projet visant à recueillir la parole des jeunes du territoire, plus particulièrement les jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Ce projet est prévu en 3 étapes :

21 novembre
1 demi-journée
39 participations

- recueillir, sous format vidéo ou audio, une parole libre et authentique de jeunes sur leur rapport au travail, leurs aspirations profondes, leurs questionnements concernant l'avenir, mais aussi leur réalité ;
- comprendre et analyser le regard des jeunes sur l'orientation, l'avenir et les besoins d'accompagnement qui en découlent ;
- identifier des pistes d'évolution des pratiques d'accompagnements, pour la Mission locale Vallée de Montmorency, et plus largement pour les acteurs de l'insertion jeunesse.

Initié fin 2019, en coopération avec la Mission locale Vallée de Montmorency mais aussi les associations Powa et Espoir et Création, apportant chacun leur expertise technique et de terrain, ce projet expérimental se poursuivra tout au long de l'année 2020.



Avec : Mission locale Vallée de Montmorency ; POWA ; Espoir et Création.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Groupe de travail « Insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes : quels acteurs pour quelles coopérations ? »

21 novembre
1 demi-journée
39 participations

Le Pôle ressources, avec la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise et le CIJ 95 (Centre Information Jeunesse), a initié un groupe de travail destiné aux acteurs de la jeunesse et de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne. Le parti-pris de celui-ci est d'opérer sous un format non descendant mais participatif et dans la co-construction, permettant d'apporter collectivement les réponses aux besoins des professionnels. En effet, dans le domaine de l'insertion de la jeunesse, le nombre d'outils, de dispositifs et d'acteurs a explosé. Face à cette diversité, la lisibilité des rôles et l'articulation des acteurs et dispositifs interrogent. L'importance de la coopération dans un domaine devenu concurrentiel, se fait sentir.

Ce groupe de travail poursuit 3 objectifs principaux :

- ▶ développer l'interconnaissance et le partage d'expériences à l'échelle départementale ;
- ▶ appréhender collectivement les acteurs, dispositifs, outils et rôles de chacun ;
- ▶ renforcer les acteurs dans leur pratique professionnelle.

Pour la première séance, les acteurs ont répondu présents en nombre : missions locales, école de la 2ème chance, acteurs de l'information jeunesse, de la prévention spécialisée, de l'action socio-culturelle, de l'entrepreneuriat et collectivités. Chaque structure a pu se présenter aux autres, sous un format très court, qui a été filmé. La matinée s'est poursuivie avec la réalisation de schémas de l'écosystème des acteurs de l'insertion jeunesse.

Petit déjeuner « Territoires Zéro Chômeur de longue durée (TZCLD) : les enseignements de l'expérimentation »

9 octobre
1 demi-journée
87 participations

Initiée par ATD Quart Monde, l'expérimentation « Territoires, zéro chômeur de longue durée » vise à mettre l'économie au service de la société, et plus spécifiquement au service des personnes les plus éloignées de l'emploi. Lancée en 2017, dix territoires expérimentent actuellement la proposition d'un emploi en CDI à toutes les personnes qui en sont privées depuis plus d'un an, sans sélection préalable et en partant des envies et savoir-faire de chacun. En lien avec l'accompagnement de Cergy, et plus largement le lancement de son cycle sur les questions d'insertion socio-professionnelles, le Pôle ressources a organisé une rencontre avec Daniel Le Guillou, vice-président de l'Entreprise à But d'Emploi Actyposes-Thiers et co-auteur de l'ouvrage « Zéro Chômeur, dix territoires relèvent le défi », et Alexei Tabet, chef de projet à la Fonda, chargé de réaliser l'évaluation de l'expérimentation sur 4 territoires (dont Paris 13ème). Au travers de cette rencontre ont été mis en avant la philosophie de cette approche singulière et les constats qui ont conduit à sa mise en œuvre, la manière dont son déploiement s'opère dans les territoires expérimentaux et enfin les premiers impacts visibles pour les personnes recrutées et plus largement pour les territoires. De nombreux acteurs étaient présents à cette rencontre, témoignant de l'intérêt pour ces projets qui font la part belle à l'économie circulaire, la transition écologique et la relocalisation des activités économiques à partir des ressources des territoires.

 Avec : Daniel Le GUILLOU, vice-président de l'Entreprise à But d'Emploi Actyposes-Thiers ; Alexei TABET, chef de projet à la Fonda

Appui-accompagnement du projet « Territoire Zéro chômeur de longue durée » à Cergy et Bouffémont-Attainville-Moisselles

Depuis juin 2019
11 demi-journées
15 participations en moyenne

Le Pôle ressources apporte un appui à la démarche TZCLD lancée par la ville de Cergy sur son territoire pour les quartiers prioritaires Axe Majeur Horloge et la Sébille. Ayant pour objectif d'intégrer une 2ème vague de territoires d'expérimentation financés par le gouvernement, ce projet de territoire nécessite de mobiliser largement les acteurs associatifs, économiques, les habitants et les premières concernées, les

personnes privées durablement d'emploi. Afin de faciliter l'appropriation du projet pour que chacun puisse en devenir acteur, le Pôle ressources est venu en appui à l'animation au travers de méthodes d'intelligence collective. En 2019, 3 groupes de travail se sont réunis régulièrement :

- ▶ une équipe projet,
- ▶ un groupe de travail pour identifier les demandeurs d'emploi longue durée,
- ▶ un groupe de travail pour identifier des besoins non couverts sur le territoire.

Cette première année a permis de rassembler progressivement autour de ce projet plusieurs acteurs de l'insertion (Tilt service, le Maillon, Pôle Emploi, SNC, ATD Quart Monde...) ainsi que quelques acteurs économiques, associatifs, habitants, et de réaliser, en septembre 2019, la première rencontre pour mobiliser les personnes privées d'emploi du quartier. Un appui a également été apporté au collectif TZCLPD de Bouffémont-Attainville-Moisselle au travers d'une aide méthodologique : relecture de dossiers, conseils sur la réalisation d'une charte et appui à l'animation sur une matinée lors d'un Comité Local pour l'Emploi.



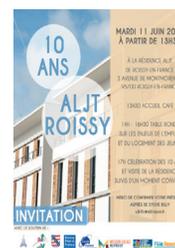
Avec : la ville de Cergy

Appui-accompagnement : Regard des acteurs du territoire sur les enjeux d'emploi et de logement des jeunes de l'agglomération Roissy Pays de France

11 juin
1 demi-journée
Participation : NC

Dans le cadre des 20 ans de l'ALJT, la direction a souhaité proposer à ses partenaires et adhérents une réflexion globale territorialisée quant aux problématiques d'emploi, mobilité et logement de la jeunesse de l'Est du Val d'Oise : qui sont les jeunes du territoire et quelle est leur situation ? Quelle est la problématique d'accès des jeunes au logement ? Quelle est la situation d'emploi des jeunes sur le territoire en lien avec les activités de la plateforme aéroportuaire Au-delà des constats partagés : quelles pistes à approfondir ou défis locaux à relever demain sur le lien emploi et logement des jeunes ?

Autant de questions auxquelles se sont attachées à répondre ou fournir des éléments de réflexions la dizaine d'intervenants sollicités. A chaque question, un cadrage général des dynamiques territoriales et sociologiques puis une illustration des actions et ingénierie développées a été réalisé. En est ressorti la difficulté, que ce soit d'un point de vue technique ou politique - à relier les 3 thématiques "emploi, logement, mobilité" des jeunes de façon transversale et simultanée localement quand les institutions et partenaires sont eux-mêmes spécialisés sur une seule et même entrée.



Avec : Sylvie JOARY, Conseillère communautaire déléguée au logement et à l'habitat ; Florence DAUGERT, Pôle ALJT Roissy/Sarcelles ; Jérôme CACCIAGUERRA, Directeur de l'URHAJ Île-de-France ; Yacine BOUNDAOUI, Responsable Pôle Habitat Logement Comité Habitat ; Antonio CORREIRA, Directeur de la Mission locale Val d'Oise Est ; Christophe QUENET, Directeur du groupement territorial du Val d'Oise de l'ALJT.



Perspectives 2019

Poursuite du cycle de qualification sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes avec notamment :

- Petit déjeuner avec le sociologue François Sarfati, janvier 2020,
- Poursuite du groupe de travail des acteurs de l'insertion jeunesse,
- Poursuite de l'accompagnement des TZCLD Cergy et Bouffémont-Moisselles.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Journée d'études « Quand le secteur associatif innove en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes. Quelles pistes pour les politiques publiques et les acteurs de terrain ? », Injep, 24 septembre, Paris.



PORTER L'EXPRESSION DES QUARTIERS POPULAIRES



L'imaginaire entourant les quartiers populaires est largement négatif, se nourrissant de discours simplistes, de reportages chocs, d'appellations maladroites « zones urbaines sensibles » mais aussi d'éléments objectifs (gigantisme, délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitants (stigmates, discriminations), renforce les logiques de ségrégation et tend à décourager les acteurs locaux. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue dès lors un impératif. Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la Politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitants trop souvent mis de côté.

► Participation des habitants des quartiers au grand débat national

En 2019, le Gouvernement engage un « grand débat national » permettant à toutes et tous de débattre autour au moins de 4 thèmes : la fiscalité et les dépenses publiques, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté et l'organisation de l'Etat & des services publics.

Dans ce contexte, et afin de favoriser l'expression des habitants des quartiers prioritaires, le Pôle ressources s'est porté volontaire pour venir en appui des initiatives engagées dans les territoires valdoisiens. A ce titre, une après-midi a permis à plus d'une cinquantaine de conseillers citoyens du département d'échanger autour des différentes thématiques avec, à l'issue, la formulation de plusieurs préconisations (voir p. 21). L'association s'est également rendue disponible pour des territoires concernés par la Politique de la ville comme Taverny ou encore Saint-Gratien, ville dans laquelle le débat s'est tenu au cœur du quartier prioritaire des Raguenets. Enfin, le Pôle ressources a accompagné la démarche portée par le conseil citoyen de Sarcelles qui a organisé 2 soirées dédiées au grand débat réunissant chacune plus d'une centaine d'habitants, répartis en sous-groupes pour échanger et produire, avec une restitution finale permettant de croiser les éléments partagés.

Ces différents temps ont permis de constater l'intérêt des habitants pour le débat avec à chaque fois une mise en avant de l'importance des services de proximité.

► Rapport biennal de la parole des habitants des quartiers

Restitution du 4ème rapport biennal

Depuis 2011, le Pôle ressources et la fédération des centres sociaux du Val d'Oise sont engagés dans une démarche nationale - portée par leurs réseaux respectifs - de recueil et de valorisation de paroles d'habitants des quartiers populaires. A la fin de l'année 2018 était ainsi publié le 4ème rapport, "il y a une cassure quelque part" qui a vu plusieurs restitutions s'organiser en France, dont notamment une à Paris en présence de plusieurs des territoires contributeurs et de Julien Denormandie, ministre de la ville.

Vers un 5ème rapport biennal

Fort des 4 premières expériences, la coordination nationale de la démarche réunissant la Fédération nationale des centres sociaux et le Réseau national des Centres de ressources Politique de la ville (RE-CRPV), a initié un travail visant à renforcer la mobilisation autour de cette démarche singulière de recueil de la parole des habitants. Ont ainsi été interrogé tant la méthodologie que la forme du rapport, avec l'engagement de plus de 40 centres sociaux et de 6 centres de ressources dont le Pôle ressources Ville et développement social.

Ainsi, en 2020, ce recueil de la parole des habitants sera mené pour le Val d'Oise dans les villes de Goussainville et de Garges-lès-Gonesse en s'appuyant respectivement sur les centres sociaux Empreinte et du Plein Midi.

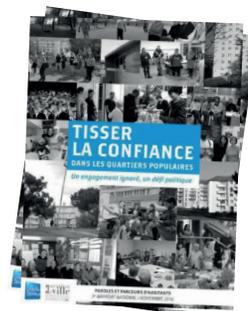
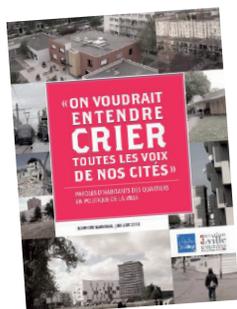
De l'image des quartiers à la déclinaison de la Grande équipe républicaine

En 2018, la Préfet du Val d'Oise initiait une démarche consacrée à l'image des quartiers prioritaires du département en lien avec le plan de mobilisation nationale en faveur des quartiers prioritaires et de leurs habitants. Déclinés sous la forme de 5 rencontres réunissant tout à la fois élus et techniciens des collectivités, conseillers citoyens, services de l'Etat, institution, les travaux engagés ont notamment permis de mettre en évidence le manque de visibilité de ces territoires où le dynamisme des habitants et des acteurs locaux constitue une fierté trop souvent ignorée du grand public.

En 2019, un an après le lancement de la feuille de route nationale en faveur des habitants des quartiers prioritaires, le gouvernement initie « la Grande équipe de la réussite républicaine », mouvement réunissant les acteurs œuvrant au bénéfice de ces territoires, avec la volonté de décliner cet esprit dans les départements.

Aussi, en 2019, le Pôle ressources a œuvré avec les services de l'Etat du Val d'Oise afin de donner corps à cette démarche tout en cherchant à l'articuler aux travaux menés précédemment. De ces réflexions, est née l'ambition de porter avec la Préfecture tout à la fois :

- > un temps fort réunissant l'ensemble des acteurs valdoisiens dans une optique d'interconnaissance, de développement du réseau et de réflexion sur le sens de l'action publique en direction des quartiers prioritaires ;
- > la réalisation et la diffusion de captation vidéo visant à valoriser la richesse des initiatives déployées au sein des quartiers et la diversité des acteurs mobilisés.





Pôle Ressources

Ville et développement social

Contact :

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

01.34.05.17.17

www.poleressources95.org